

Visions du monde

AREZKI DERGUINI



Iran, l'épicentre discret d'un basculement mondial

LAALA BECHETOULA

ÉCOLOGIE

Le chaos climatique comme carburant du nouvel ordre des prédateurs

BERNARD KALAORA

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

D'ORAN

Le Rassemblement National fait des yeux doux aux patrons

ABDELHAK BENELHADJ



L'ACTUALITÉ AUTREMENT VUE

ALGER - RIYAD - LE CAIRE
L'émergence d'un centre de gravité afro-arabe dans le monde multipolaire

SALAH LAKOUES



ATTRACTIVITÉ DES COMMUNES
Repenser les codes communaux et de wilaya et refonder la fiscalité locale !

CHERIF ALI

Livres : mémoires d'anciens

BELKACEM AHCENE-DJABALLAH

P. 4 à 10

Ghaza

Plus de 100 enfants tués depuis le cessez-le-feu

Mercredi, 97^e jour du cessez-le-feu, Israël continue de transgresser unilatéralement l'accord de Charm Al-Cheikh, en commettant, depuis le 11 octobre 2025, plus de 960 violations du cessez-le-feu, et de ne pas respecter le volet des aides humanitaires préconisé par le «plan de paix», dans ce qui semble être une démarche menée en total accord avec l'administration Trump.

Mohamed Mehdi

Dans son dernier rapport statistique, publié mardi, le ministère de la Santé a fait état de 15 victimes, dont nouveaux 2 martyrs et 13 corps de martyrs retrouvés sous les décombres, lors des précédentes 24h (mardi).

Le bilan des massacres israéliens depuis l'accord de cessez-le-feu du 11 octobre 2025 passe à 449 martyrs, 1.246 blessés et 710 corps de martyrs exhumés des décombres des bâtiments bombardés depuis le début du génocide. Quant au bilan cumulatif des victimes du génocide israélien à Ghaza, depuis le 7 octobre 2023, il passe à 71.439 martyrs et 171.324 blessés. Concernant les victimes du froid et des intempéries, la note du ministère de la Santé révèle que durant la même période, l'effondrement d'une bâtisse a fait un martyr et un blessé.

De son côté, la Commission des affaires des détenus a annoncé, hier, que «51 martyrs, prisonniers originaires de la bande de Ghaza, dont l'identité a été confirmée, sont morts dans les prisons de l'occupation israélienne depuis le 7 octobre». Dans une publication sur Telegram, la Commission a souligné que ces décès «sont survenus dans des conditions de détention inhumaines marquées par la torture et de la négligence médicale systématiques» de la part des autorités pénitentiaires de l'occupation.

**JAMES ELDER (UNICEF) :
«UN ENFANT TUÉ CHAQUE
JOUR À GHAZA DEPUIS
LE «CESSEZ-LE-FEU»»**

«Plus de 100 enfants ont été tués à Ghaza depuis le cessez-le-feu début octobre. Cela représente environ un enfant tué chaque jour. Pendant un cessez-le-feu», a déclaré, le porte-parole de l'UNICEF, James Elder, lors de la conférence de presse tenue mardi au Palais des Nations à Genève.

«La vie à Ghaza est toujours insupportable. Les bombardements et les tirs ont ralenti pendant le cessez-le-feu, mais ils n'ont pas cessé», a expliqué M. Elder devant les journalistes, regrettant que «les enfants palestiniens de Ghaza ont disparu de l'actualité médiatique», selon un compte-rendu diffusé par l'UNICEF.

«Malheureusement, le cessez-le-feu a eu un effet inattendu : les enfants pales-

teniens de Ghaza ont disparu de l'actualité médiatique», a-t-il ajouté, soulignant que sur la centaine de victimes infantiles, depuis le 11 octobre 2025, il y a «60 garçons et 40 filles», notant que ce chiffre ne reflète que les incidents pour lesquels «suffisamment de preuves ont été fournies pour être enregistrés». «Le nombre réel d'enfants palestiniens tués est probablement plus élevé. Des centaines d'enfants ont par ailleurs été blessés», a-t-il ajouté.

«Il y a quelques jours, j'ai rencontré l'une de ces victimes, Abderrahman, un enfant de neuf ans. Il ramassait du bois avec ses amis à Khan Younes lorsqu'une frappe aérienne l'a touché. Un éclat d'obus lui a transpercé l'œil, et ce morceau de métal y est encore logé», raconte James Elder.

A propos de l'aide humanitaire, il affirme que «le cessez-le-feu a permis de réels progrès dans certains domaines», comme la santé où «l'UNICEF et ses partenaires ont pu élargir l'accès aux soins primaires, notamment à la vaccination», et en «matière d'hygiène et d'assainissement» en mobilisant «l'ensemble des moyens disponibles - des ânes aux bulldozers - et parvient à retirer chaque mois près de mille tonnes de déchets solides».

L'UNICEF a également procédé à «la distribution de près d'un million de couvertures thermiques ainsi que de centaines de milliers de kits de vêtements d'hiver destinés aux enfants», alors qu'en matière de nutrition, «plus de 70 centres nutritionnels supplémentaires ont été ouverts à travers Ghaza, contribuant à un recul de la famine», a-t-il expliqué.

Cependant, ajoute l'intervenant, «ces progrès restent modestes» compte-tenu de «l'ampleur des besoins». «Beaucoup vivent toujours dans la peur, tandis que leurs traumatismes psychologiques demeurent largement non pris en charge, s'aggravant et s'ancrant dans la durée», affirme encore le porte-parole de l'organisation, considérant qu'un «cessez-le-feu sous lequel des enfants continuent de mourir n'est pas suffisant».

«C'est le moment de transformer la réduction des violences en réelle sécurité : permettre l'accès à l'aide humanitaire, augmenter massivement les évacuations médicales et saisir cette occasion pour mettre véritablement fin au massacre des enfants à Ghaza », conclut James. Elder.

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Éthique sportive effacée

Les scandales de l'arbitrage en Afrique ont de tout temps sali le «sport roi». Aussi loin que la mémoire remonte, les exemples ne manquent pas de ces arbitres qui commettent des «fautes» impardonnables. Des «fautes» qui influent d'une manière directe sur le résultat des rencontres footballistiques, donnant l'avantage à une équipe au détriment d'une autre. Mais l'outrage à la noble mission arbitrale a atteint lors de la CAN 2025, qui se déroule au Maroc, des proportions jamais égalées. Depuis le début de la compétition africaine, de nombreuses rencontres ont été entachées par de graves dérives dans les décisions des arbitres. C'est un constat qui fait l'unanimité sur la scène mondiale. Presque aucune rencontre n'a été exempte des «erreurs» commises par les arbitres au vu et au su de tout le monde.

Des stars mondiales du football ont exprimé leur grande déception face aux décisions arbitrales qui ont fait basculer les résultats des rencontres. Les médias sportifs étrangers ont fait de ce scandaleux arbitrage leur chou gras de l'actualité. Les supporters de toutes les équipes participantes ne discutent que de ces arbitres qui ont soudainement acquis une notoriété honteuse. Un problème d'éthique sportive diagnostiqué par tout le monde mais pas vu par les instances régionale et mondiale du football. La CAF et la FIFA ferment les yeux sur ces scandales, donnant comme un feu vert aux arbitres pour continuer à sévir.

Alors que tant de bruits circulent autour de ces décisions arbitrales, la CAF a ouvert des enquêtes sur des incidents survenus en fin de match opposant l'Algérie au Nigéria, ainsi qu'une autre fin de match houleuse. Quant au malaise persistant autour de l'arbitrage depuis le début de la compétition, on évite même d'en parler malgré la plainte officielle déposée par l'Algérie auprès des deux instances en question. D'autres équipes ont dénoncé des décisions arbitrales jugées contestables, y compris le Maroc, qui s'estime lésé par les décisions arbitrales, donnant plusieurs exemples dans ce chapitre. Mais est-ce que cela exclut le fait que toutes ces scandaleuses décisions tendent à offrir le trophée au Maroc ?

L'équipe du Maroc fait figure de sérieux prétendant à la coupe, sans avoir besoin du secours des arbitres, mais les pressions et les arrangements viennent de plus haut, du Makhzen, pour lequel cette coupe est vue comme une question de vie ou de mort. La CAN est devenue une affaire de politique intérieure du Maroc, où se joue une délicate passation de pouvoir entre le roi Mohamed VI et son fils, avec comme témoin le trophée africain si chéri par les foules. Tout est, ainsi, préparé sous tous les angles hors des terrains de football pour que la coupe soit un couronnement pour le prince héritier du trône. Au-delà de cette visée politique, le sport roi peut en souffrir tant qu'il peut, ou qu'il doit, avec le silence complice des instances internationales.

Plus de 3 quintaux de kif saisis aux frontières avec le Maroc

Des tentatives d'introduction de plus de trois (3) quintaux de kif traité via les frontières avec le Maroc ont été mises en échec et 40 narcotrafiquants ont été arrêtés, lors d'opérations exécutées par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), en coordination avec les différents services de sécurité, durant la période allant du 08 au 13 janvier en cours, indique, mercredi, un bilan opérationnel de l'ANP. "Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'Armée nationale populaire ont exécuté, durant la période allant du 08 au 13 janvier 2026, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces Armées à travers tout le territoire national", précise la même source.

Dans le cadre de la lutte antiterroriste, "des détachements de l'Armée nationale populaire ont arrêté (5) éléments de soutien aux groupes terroristes, dans différentes opérations à travers le territoire national".

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et "en continuité des efforts déployés afin de contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité, lors d'opérations exécutées à travers les Régions Militaires, (40) narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction de (3) quintaux et (4) kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que (34,7) kilogrammes de cocaïne et (222.218) comprimés psychotropes ont été saisis".

"A Tamanrasset, Bordj Baidj Mokhtar et Illizi, des détachements de l'ANP ont ar-

rêté (200) individus et saisi (36) véhicules, (132) groupes électrogènes, (107) marteaux piqueurs, ainsi que des quantités de mélange d'or brut et de pierres et d'équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite", selon le bilan.

De même, "12 autres individus ont été appréhendés et un (1) fusil mitrailleur de type FMPK, (3) pistolets mitrailleurs de type kalachnikov, (4) fusils de chasse, (33.050) litres de carburants destinées à la contrebande ont été saisis, et ce, lors d'opérations distinctes".

Par ailleurs, "les Garde-côtes ont mis en échec, sur les côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine et procédé au sauvetage de (71) individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que (205) immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national", conclut le bilan de l'ANP.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp. : Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone** : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax** : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

***Pour faire face à la hausse
exceptionnelle de la consommation
durant le mois de Ramadhan et éviter
les surprises, le Premier ministre,
M. Sifi Ghrieb, a donné des instructions
afin que l'ensemble des parties
prenantes s'inscrivent dans une
démarche proactive.***

A cette occasion, le ministre de l'Intérieur a mis en avant le rôle pivot des collectivités locales, notamment des walis, dans la mise en œuvre des orientations des hautes autorités de l'État, en vue d'assurer une préparation optimale pour le mois de Ramadhan. Il a également insisté sur la nécessité de mobiliser l'ensemble des acteurs concernés afin de garantir une disponibilité suffisante et régulière des produits à forte consommation, ré-

Par contre, la hausse de la consommation du pain, estimée à 10% durant le Ramadhan, est davantage imputable au gaspillage qu'à un réel besoin.

Ce cadre de référence permet une lecture unifiée et claire des besoins en compétences au niveau national et assure la coordination entre les politiques de formation, d'emploi et d'investissement, en reliant directement les parcours de formation aux professions officiellement reconnues dans la classification nationale des professions et de l'emploi.

*Entre la source et l'inspiration, il y a un ardu
parcours, des tacites coulisses et un vif prétoire.
Vous comprendrez que quand le ciel est nébu-
leux, l'inspiration se chahute et il n'y a que le
murmure qui lui tient lieu d'expression.*

"Dans le domaine des ressources humaines, le ministre a souligné la nécessité d'investir dans le capital humain à travers la formation continue, notamment la formation à distance couronnée par des certificats permettant aux travailleurs de développer leurs compétences et de progresser dans leur parcours professionnel", selon la même source. Au terme de la rencontre, le ministre a réaffirmé que l'amélioration du service public, l'élimination des files d'attente et des salles d'attente, ainsi que la transition totale de la gestion conventionnelle vers les services numériques à distance, constituent un axe stratégique fondamental dans les plans d'action du ministère, soulignant qu'il suit personnellement et continuellement la mise en œuvre de ces orientations, afin de garantir un service public moderne, efficace et proche du citoyen, précise le communiqué.

■ Visions du monde

Le monde se fragmente et se polarise, il se multipolarise. Son histoire a été marquée par une fragmentation en tribus, en cités-États et une polarisation en Empires, puis par une fragmentation des Empires et une polarisation en nations et villes. Mais des empires ont subsisté à côté des nations États et des États-nations.

Par Arezki DERGUINI

On devrait dire que la Chine et les USA sont des nations empire. La Chine n'a pas cessé de se renouveler en empire, les USA réinventent l'empire européen. Les empires qui ne se sont pas réinventés ont été défaits. La compétition mondiale et la fragmentation menacent les États des sociétés des autres civilisations et réveillent d'anciens empires.

POLARISATIONS FRAGMENTATIONS

Le monde se structure en se polarisant, il se déstructure en se fragmentant, mais les deux mouvements ne vont pas l'un sans l'autre. Polarisation ne va pas sans fragmentation, fragmentation ne va pas sans polarisation. Structuration ne va pas sans déstructuration, déstructuration ne va pas sans restructuration. La structuration peut déstructurer plus qu'elle ne structure, la polarisation fragmenter plus qu'elle ne polarise, mais sous toute déstructuration pointe une structuration. La polarisation peut engager une fragmentation pour son développement ou sa régression. Aussi s'agit-il de savoir vers quelles structururations, fragmentations polarisations va le monde et peuvent être prises les sociétés ? Fragmentations polarisations en nations-Empires, États-nations, sociétés sans État, blocs, zones d'influence, archipels, zones économiques, diversement, et tout cela à la fois ? Mais l'on peut dire que cette « impérialisation » du monde s'accompagne d'un développement des sociétés sans État^[1].

La bulle de l'intelligence artificielle est inévitable. La compétition mondiale pousse les Américains à concentrer leurs investissements dans l'intelligence artificielle pendant que la production chinoise et asiatique étouffe la production occidentale. Pour desserrer l'étreinte, les USA sont poussés à perturber les échanges mondiaux adverses et à rétablir des monopoles par des interventions militaires. Le conflit au Yémen qui oppose l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis (EAU) est symptomatique de l'opposition des stratégies de la Chine et des USA quant à la stratégie de polarisation fragmentation du monde. Les USA, Israël et les EAU multiplient les sociétés sans État hors de leur sphère civilisationnelle face à la compétition économique chinoise. Ces pays mettent en œuvre une stratégie de séparation du politique et du marché pour soumettre le premier au second.

La compétition entre la Chine et les USA est en train de laisser sur le banc de la compétition mondiale une part de plus en plus importante de la population mondiale. La production industrielle de l'Est asiatique tue la production industrielle du reste du monde. La polarisation fragmentation du monde polarise d'un côté et fragmente d'un autre. Mais fragmentation ne peut pas aller sans polarisation. Polarisation politique et /ou militaire et/ou économique. Fragmentations polarisations aux enjeux divers. Le monde se scindera-t-il en deux, selon une ligne de partage imaginaire, entre d'un côté un monde civilisé polycentré, de villes intelligentes, concentrant robots et machines intelligentes, d'humains augmentés et d'un autre côté, un monde barbare déstructuré, surchargé de populations prolétariées, sous le contrôle d'entrepreneurs, seigneurs de guerre ou autres ?

À mes yeux, la question d'importance est la suivante : dans quelles conditions peut être envisagé un rééquilibrage des rapports entre humains et non-humains ? L'Afrique doit s'engager dans un tel rééquilibrage pour éviter l'effondrement. Face à la polarisation chaotique que leur promet l'impérialisation occidentale du monde, l'Afrique et le Moyen-Orient doivent pouvoir se constituer en « empire » afin de pouvoir évoluer à son propre rythme. Ce n'est qu'en acceptant d'avancer à son propre rythme, en soumettant ses échanges extérieurs à son propre rythme d'accumulation qu'elle pourra éviter l'effondrement qui la menace avant toute autre région du monde.

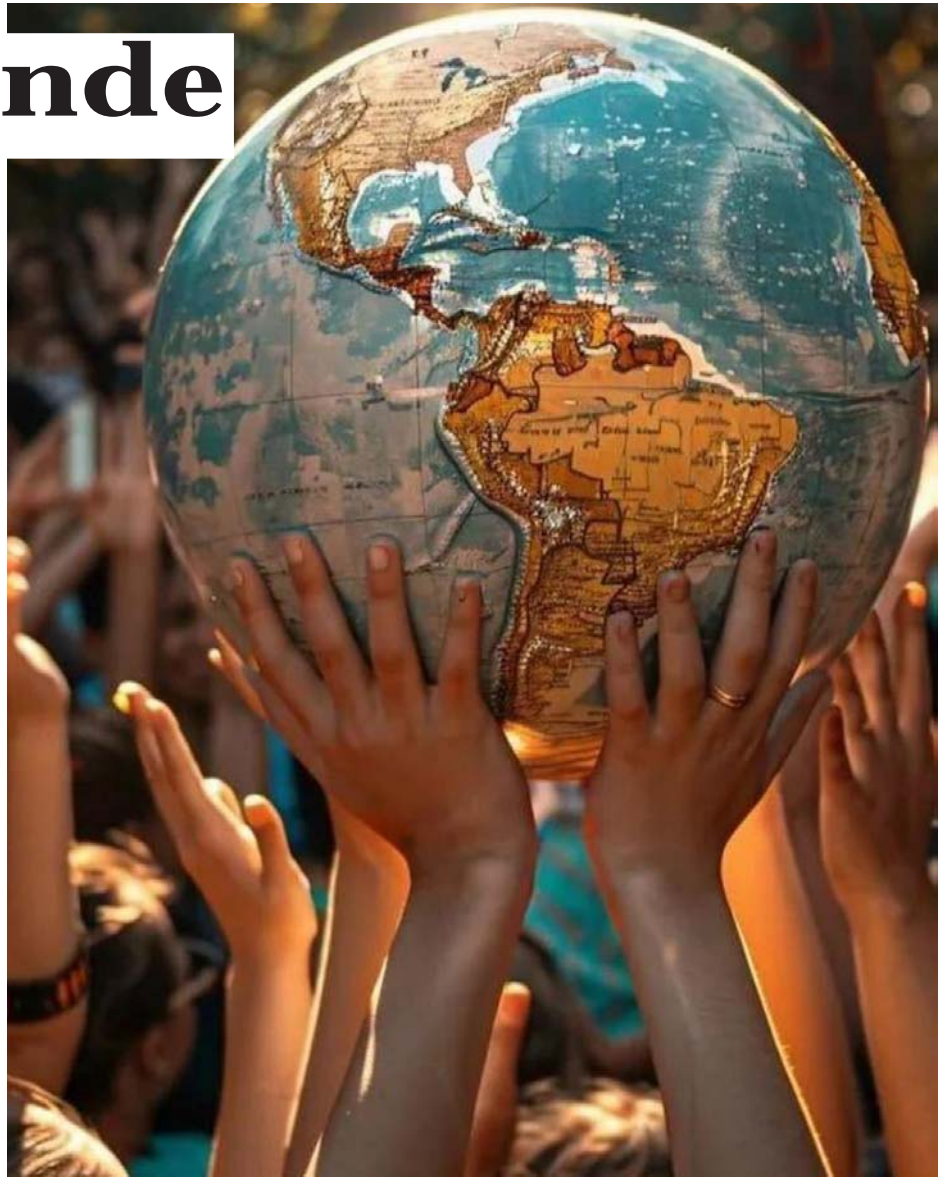
LE COURS DES CHOSES ET LA VOLONTÉ HUMAINE

Toute stratégie s'inscrit dans une certaine vision du monde. Voir le monde tel qu'il est ou tel qu'il va, accepter de le voir tel qu'il est ou tel qu'il va, suppose une cosmologie, une métaphysique en sus d'un appareillage théorique. Deux visions s'affrontent : inscrire la volonté dans le cours des choses ou prétendre lui ordonner son cours. La première vision est « économique », elle vise à tirer avantage du cours, la seconde est coûteuse, elle vise à soumettre le cours des choses. La première s'impose, les humains doivent s'adapter, mais la différence se déplace vers la façon de tirer avantage du cours des choses. Il y a une manière ancienne qui s'exacerbe dans le libertarianisme et la sacralisation de la propriété privée et d'autres manières dont celle chinoise qui la défie. Toutes les sociétés ne sacralisent pas la même chose.

L'Occident et l'Asie de l'Est n'entretennent pas le même rapport au cours des choses. Le premier entretient un rapport d'extériorité, la seconde un rapport d'intériorité. Le premier a un souci de maîtrise, la seconde un souci d'harmonie. Pour l'Occident, Dieu aurait parlé aux humains et leur aurait soumis les non-humains. Pour quoi faire ? Il a confondu ce qu'il veut et ce qu'Il veut. Les sociétés occidentales ont oublié Dieu parce qu'elles croyaient pouvoir faire ce qu'elles veulent ou parce qu'elles se croyaient élues. Pour l'Occident, Dieu ne communique plus régulièrement avec Sa Création, Il s'est retiré du monde, Il a confié son cours à des lois que la Science s'occupe maintenant de déchiffrer. Pour l'Asie de l'Est, le « Ciel ne parle pas », il s'exprime, mais ne s'adresse pas verbalement aux humains, car que parler peut dire ? Il « est » dans le cours des choses et hors de lui. Tout se passe comme si, pour les croyants monothéistes, Dieu ne parlait, ne commandait qu'aux humains. Les non-humains n'auraient qu'à leur obéir. D'avoir oublié que Dieu « parlait » à toutes choses, « était » toujours dans sa Création, commandait de mille manières, ces croyants ont voulu imposer au cours des choses leur volonté qu'ils croyaient tenir de Dieu. La posture de ce rapport au cours des choses survivra à « la mort de Dieu ». Elle survivra parce qu'elle sera devenue posture acquise, non interrogée, et parce que conforté par le cours des choses. Le cours des choses leur donnera le sentiment qu'ils sont maîtres de la nature, que le monde obéit à la Raison. De la justification divine, il ne sera plus nécessaire, l'Histoire leur donnera raison. Le réel sera rationnel, l'histoire progrès humain. Mais dès que le cours des choses ne confondra plus réel et rationalité occidentale, l'histoire et le progrès, s'engagera une crise des croyances, un processus de décivilisation. En Occident, à « la mort de Dieu », pourra succéder « la mort de l'Homme », à la civilisation la barbarie.

Pour l'Asie de l'Est, l'Histoire est cyclique, le rapport de la civilisation à la barbarie est d'exclusion et de compréhension. Elles se contiennent, s'opposent, se substituent et se complètent. Le retour de la barbarie n'est pas exclu, elle aura son temps. Lorsque la civilisation aura cru qu'elle est sur le point de se défaire de la barbarie, aura atteint son apogée, elle se décomposera pour découvrir une barbarie qu'elle avait oubliée et ne reconnaissait plus. Sous hégémonie culturelle occidentale, Dieu ne s'adressant qu'aux humains, Dieu soumettant les non-humains aux humains par la Religion, puis par la Science, cette rupture entre humains et non-humains sera reportée au sein des humains, au nom du Savoir, des lumières divines et scientifiques. L'humanité étant une, celle non comprise sera dite barbare, non humaine. De la civilisation surgira la barbarie. Un Occident barbare se prépare.

Dieu a parlé aux humains, mais ayant arrêté de parler aux humains, Il continue de parler à sa Création, Il agit, lui commande. Les humains ne peuvent se mettre à Sa place, hériter de son trône, de son omniscience et de son omnipotence. Ses signes ne sont pas simplement contenus dans ses saints livres et nos rap-



ports avec Lui, ses commandements ne sont pas fixés dans des lois invariables. Aussi les Chinois ont-ils porté une grande attention aux signes que révélait le cours des choses de sa trajectoire, non pas les déchiffrer pour commander le cours des choses, mais pour mieux s'y porter, se contenir. Si la Nature est un grand Livre, quelle langue pourrait leur permettre d'en prendre possession ? Les mathématiques, comme le pensait Galilée Galileo et le pensent d'autres aujourd'hui ? De Son Savoir ils ne peuvent prendre que ce qu'Il en donne, de ce que donne l'expérience, du savoir qu'Il accepte de concéder, que concède l'expérience. Du monde on ne peut prendre que ce que nous sommes en mesure de rationaliser, de ce qui se laisse rationaliser, de ce qui se laisse comprendre par notre expérimentation. Galilée se met trop vite à la place de Dieu, il réduit trop vite le réel au rationnel. Alors que l'Occident dit au monde ce qu'il doit être, l'Asie de l'Est lui demande ce qu'il veut être afin de déterminer ce qu'il doit et peut être. Les Chinois ont « enterré » Dieu et les divinités, ils ont cessé de les personnaliser ; ils les ont mis dans le cours des choses, pour mieux obéir au cours des choses, le servir et être servis en retour. La volonté divine ne s'enferme pas dans nos langues et leurs livres.

Dans la barbarie se cache la civilisation qui attend son heure. Dans la civilisation se cache la barbarie (que l'on dira aujourd'hui décivilisation) qui prépare son temps. La barbarie cachée de l'Occident ne peut plus l'être ; sa civilisation, ses lumières, ce qu'elle apporte au monde, ne tiendront plus cette barbarie dans l'obscurité. Sa face obscure recouvrira sa face lumineuse. Lorsque la civilisation oublie la barbarie qui se cache en elle, elle fait son lit. Lorsqu'elle refoule sa barbarie, le retour du refoulé attend son heure. La civilisation ne peut aller sans la barbarie et la sauvagerie, comme le jour ne peut aller sans la nuit. Elles se définissent mutuellement. Toute civilisation a ses barbares et ses sauvages, non pas ceux qu'elle projette à l'extérieur pour mieux façonner son image, mais ses barbares intérieurs. Elle les apaise ou les agite. Il n'y a pas de Civilisation, juste des civilisations, des civilisations qui s'éteignent, retournent à la barbarie, et qui renaissent. Elles alternent, l'une naît dans la mort de l'autre.

L'heure est à la sinisation du monde, comme l'heure passée a été celle de l'occidentalisation. Aller selon le cours du monde aujourd'hui, c'est pouvoir comprendre le monde d'un point de vue chinois, du point de vue de l'harmonie des humains et des non-humains, de la nature et de la société, du capital et du travail. Ceux qui ignoreront ce renversement, lui tourneront le dos, s'enfonceront dans la barbarie, parce qu'ils ne pourront pas imposer au cours des choses ce qu'ils auront voulu lui imposer.

STRATÉGIE ET DÉFRAGMENTATION

La stratégie vise à réguler le processus de polarisation fragmentation qui anime la dynamique de toute société. Le processus de fragmentation est centrifuge, il sépare les éléments, celui de polarisation est centripète, il organise la société autour d'un pôle. Lorsque les deux processus ne se complètent pas, lorsque le processus de fragmentation dessert le processus de polarisation, la dynamique sociale est de dispersion. Une société construit des centres autour desquels elle gravite, elle est animée de certaines forces de gravitation et de dispersion, de polarisation et de fragmentation. Elle ne se construit pas à partir du néant, des nouveaux centres se substituent ou échouent à se substituer aux anciens. Internes au monde, internes et externes à la société.

La compétition mondiale capitaliste a fragmenté le monde pour le polariser autour du monde occidental. Le processus s'est construit sur la base d'une séparation de la société et de la nature, du capital et du travail, bref des humains et des non-humains. Aux humains, la liberté, la Société, aux non-humains, la nécessité, la Nature. Sur la base d'une telle séparation, les humains ont fait une association profitable avec les non-humains lors des premières révolutions industrielles. Ils les ont exploités, surexploités. Une telle séparation association a conduit à une séparation du travail, de l'énergie et du savoir, du capital et du travail, et ainsi à l'hégémonie occidentale. Avec les nouvelles révolutions industrielles, la séparation est davantage dissociation qu'association entre humains et non-humains. Une part importante de l'humanité est exclue de l'association, une nouvelle polarisation est en cours, plus diffractant que congruente. La polarisation fragmente plus qu'elle ne polarise, la fragmentation dépolarise. La crise socio écologique ne permet plus de faire société sur la base d'une séparation qui consacre la domination absolue des humains sur les non-humains. Les non-humains naturels se rebellent. Le rapport de complémentarité entre humains et non-humains artificiels s'inverse avec les nouvelles révolutions. Les non-humains ne complètent plus les humains ou complètent une petite partie d'entre eux ; les humains doivent s'adapter aux non-humains naturels, ils doivent composer avec les non-humains artificiels. Le rapport de servitude entre nature et société, humains et non-humains est en voie de s'inverser. Les non-humains artificiels et naturels discriminent les humains : les humains se divisent en humains augmentés et humains diminués.

Suite en page 5

Note :

^[1] Tom W. Bell. *Your next government? From the Nation State to the Stateless nations*. Cambridge University Press. 2018.

■ Visions du monde

Suite de la page 4

Au sein de cette crise de l'hégémonie occidentale s'engage une sinisation rampante du monde. Le centre de gravité de la production mondiale sort de l'orbite occidentale et gagne l'Asie de l'Est. Le monde occidental ne polarise plus la fragmentation du monde, sa division du monde se fragmente, il se fragmente lui-même, les sociétés occidentales se divisent et se polarisent. Leur système social ne tient plus les deux bouts du processus : la polarisation fragmente, mais ne polarise plus la fragmentation, les inégalités se creusent, les pauvres s'appauvrissent et les riches s'enrichissent. Le processus de fragmentation polarisation échoue à faire société équilibrée. Cela ne va pas sans une certaine résistance. Une propension pour user de la violence se dégage pour réengager le processus de polarisation interne et externe. Les USA resserrent les liens avec leurs alliés, ils exigent d'eux une plus grande allégeance en même temps qu'ils doivent repolariser leur fragmentation interne.

La sinisation du monde ne se démarque cependant pas encore de la démarche occidentale, elle accompagne son déclin. Elle pousse l'occidentalisation du monde à son extrême. Son mode de penser le monde ne s'explique pas encore. Nature et société, humains et non-humains poursuivent leur divorce dans le cours des choses, la « civilisation écologique » qui procède de leur conception des rapports entre humains et non humains, nature et société, dissémine ses éléments en attendant qu'ils puissent faire système. Dans le sillage des USA, la Chine pousse dans le « solutionnisme » technologique^[2], comme les US ont poussé l'URSS dans la militarisation, pour lui disputer la suprématie. Les robots sont une solution au problème du vieillissement de la population, mais surtout une solution pour dominer la production. Le changement est encore globalement dans la continuité. La Chine ne peut transformer les règles de la compétition qu'après l'avoir gagnée. Empêcher le jeu, la compétition (« je joue ou j'empêche de jouer », dit l'idiome arabe), ne transforme pas le jeu, la compétition. Triompher sans succomber avec le perdant, c'est gagner l'ancienne compétition en ayant préparé les éléments de la nouvelle. Nouveaux éléments lisibles, présents, mais de manière éparse dans la stratégie qui doit triompher de la stratégie adverse. Jusqu'où la stratégie chinoise accompagnera la stratégie américaine, jusqu'où le changement s'effectuera dans la continuité, cela dépend. Principalement de l'énergie et de la crise climatique.

LES PROCESSUS
DE FRAGMENTATION POLARISATION

La compétition mondiale s'exacerbe, les processus de fragmentation polarisation se diversifient. Lorsque la polarisation fragmente sans défragmenter, la fragmentation de la polarisation l'emporte ; lorsque la polarisation défragmente ce qu'elle a fragmenté, la polarisation de la fragmentation l'emporte. Fragmentation et polarisation animent la dynamique, la vie des sociétés. Les puissances s'atta-

chent à instrumentaliser ces processus, à fragmenter pour polariser autour d'elles, à les soustraire à la polarisation adverse. Les sociétés sont devant la double nécessité de fragmenter les polarisations adverses et de polariser leur fragmentation interne. Les sociétés résilientes font preuve d'une capacité de défragmentation à la hauteur du processus de fragmentation, d'une capacité à substituer un nouveau processus de polarisation à l'ancien face à la nouvelle fragmentation interne et externe.

Une polarisation qui décollerait de la fragmentation, qui n'opérerait pas au ras de la fragmentation, voudrait s'imposer à la fragmentation par la violence, finirait par ne pas trouver l'énergie et les moyens de son action. Ce que l'action politique exemplifie lorsqu'elle ne prend pas pour objet l'instruction de l'expérience sociale, lorsqu'elle prend pour modèle ce que ne s'approprie pas l'expérience sociale, lorsqu'elle vise à fragmenter l'expérience sociale. Le caractère centrifuge de la fragmentation n'empêche pas de par sa nature la polarisation, il la dynamise. Toute différenciation a un caractère centrifuge, sa nature dépend de son insertion dans l'ensemble plus grand qui la compose, de la capacité d'intégration de celui-ci. C'est une polarisation dépassée par la fragmentation, qui recourt à des moyens extérieurs pour la contenir, la bloquant, mais ne pouvant la comprendre, se retrouve de ce fait sans prise sur les fragments. Le processus de fragmentation polarisation est rompu, il y a alors dichotomisation. La polarisation ne stabilise plus la fragmentation, ne totalise plus les fragments, ne les engage plus dans une dynamique centripète. Les fragments n'ont plus, pourrait-on dire, le même combat. Une fragmentation continue déstabilise la polarisation, une dynamique centrifuge s'impose alors à une dynamique centripète. Dans le processus de fragmentation polarisation, la fragmentation est première, la polarisation seconde. La polarisation opère sur la fragmentation, elle prend et reprend la fragmentation. Le processus peut être stable ou instable selon l'état constant ou variable des forces qui l'anime. Mais il ne peut y avoir une fragmentation sans une polarisation, il ne peut y avoir que des types de fragmentation polarisation. La dichotomie ne peut pas être soutenue. Une polarisation se substitue à une autre pour redonner une unité au processus de fragmentation polarisation.

En guise de conclusion. Les forces qui animent la fragmentation et la polarisation sont endogènes et exogènes. Elles peuvent se combiner, les unes prendre le dessus sur les autres. Lorsque la polarisation décolle de la fragmentation, ne polarise plus les fragments constitutifs d'une société, travaille sur une définition complètement abstraite de la société, les forces exogènes de fragmentation peuvent prendre l'avantage sur les forces endogènes de polarisation, cela avec la complaisance ou l'indifférence des forces endogènes de fragmentation. Nos sociétés, chacune de nos générations, ont plus subi la fragmentation qu'elles ne l'ont assumé.

Arezki DERGUINI

Note :

^[2] Le technosolutionnisme, ou solutionnisme technique, est la confiance dans la technologie pour résoudre un problème quelle qu'en soit la nature.

Annonces Classées

APARTEMENTS

■ A louer F3, 85 m², meublé, 2^e, Maraval + A louer villa, Rdc 270 m², la Lofa + A louer villa R+1, 400 m², résid EN-SEP + A louer F4, 160 m², 5^e meublé avec ascenseur, Frange maritime + A.V villa R+1, 400 m², la Lofa + A vendre maison de maître R+2, 250 m², 20 m de F, Choupot – 0773.24.62.36 - 0792.04.44.29

LOCAUX

■ A louer local 33 m², Hai Salam – A louer F2, Hai Sabah équipé – A louer F2, 1^{er}, R+1, CNL, Millénium – A louer F2, 1^{er} étage, R+1, Belgaid – A louer F4 rdc, équipé, Akid – A.V F2, 1^{er} étage, 2 façades, Hai Sabah- Bureau d'affaires RAHI-MOU - Tel : 0793.82.61.44

■ Vds hôtel à TINDOUF, un bâtiment R+2, sup 513,00 m², avec une extension de 437 m², 08 bureaux composent réception – cafétéria – restaurant et 42 chambres – 8 locaux comm + 2 parkings (1 inter +1 extér) Prix 45 – 0662.47.39.74/ 0674.64.82.20

■ A louer local commercial, situé à la zone commerciale des Pces détachées, en plein C/V de l'autoroute, Delmonte, Oran Tél : 0666.39.38.43 pour rdv pour une visite des lieux

EMPLOIS

■ Société privée à Oran recrute secrétaire, maîtrisant l'anglais et le français. Envoyer vos Cv par email : emiratestayeb@gmail.com

PENSÉE

Voilà 40 jours que notre père et regretté

M. BOUANANI CHICKH nous a quittés (le 02/12/2025). C'était un être exceptionnel, instruit et cultivé, mais c'est surtout sa gentillesse, sa générosité et sa bienveillance qui ont fait de lui un grand homme. Ton absence a laissé un grand vide parmi la famille et les amis, mais restera de toi tout ce que tu nous as appris et donné.

ربي يرحمك ويوسع عليك
Tes enfants



■ Dame sérieuse, 45 ans, cherche emploi femme de ménage chez particulier, dans habitation respectable. Tél : 0774.16.05.31

DIVERS

■ Entreprise Trvx bâtiment vous offre ses services (peinture, briques, finition, faïence et d/sol, plomberie et aménagement particulier hôtel, entreprise ... Aïn-Turck Oran – Tél : 0792.56.03.68

PENSÉE

Douce pensée pour toi ma chère maman
Mme LAOUFI Zoulikha. Tant d'années, lourdes et pénibles pour nous, sans toi – ya oummi –

Déjà 09 ans depuis que tu es partie pour un monde meilleur, sans retour, mais tu resteras toujours présente dans nos esprits. Ta bonté intérieure n'a pas d'égale et tes paroles sont justes, comme les conseils. Les années qui passent, nous rapprochent davantage de toi, et nous permettent de garder la belle image de cette douce maman, dans le regard exprimant beaucoup de tendresse. Ton souvenir restera une lumière éternelle dans nos pensées. Nous te garderons à jamais dans nos cœurs jusqu'à la fin de notre souffle. C'est une douleur qui ne nous fera jamais oublier la chance de l'avoir comme mère et grand-mère. Repose en paix, « Ya Laâziza », nous ne t'oublierons jamais... Allah yarhamek, « Ya Oummi Ya Elghalia »
Romsaissa la petite-fille!

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE MOSTAGANEM
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS2^{ème} AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES

Après d'annulation
NIF N° : 415024000027296
N°...23.../AAO/DEP/2025

La Direction des équipements publics de la wilaya de Mostaganem lance un avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales pour la sélection des entreprises en vue d'exécuter :

Réalisation D'un Collège Type B7/300r A Sidi Charef Commune De Sirat Wilaya De Mostaganem –Tranche Ferme Et Conditionnelle

TRANCHE FERME

BLOC PEDAGOGIQUE +ADMINISTRATIF+ AUDITORIUM+ SANITAIRES +LOCAUX TECHNIQUE +MURE DE CLOTURE +AMENAGEMENTS EXTERIEUR +TERRAIN DE SPOR+ BACHE A EAU 50 M3 + VESTIAIRE+ CHAUFFAGE CENTRAL+ TABLE SCIENTIFIQUE.

TRANCHE CONDITIONNELLES :

- BLOC DEMI -PENSION
- BLOC LOGEMENT D'ASTREINTE

Condition d'éligibilité

Cet avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales s'adresse aux entreprises ou groupement des entreprises Justifiant d'une qualification professionnelle avec minimum des conditions d'éligibilité à savoir :

- Entreprise qualifié en travaux bâtiment (activité principale à la catégorie (04) quatre ou plus.
- Ayant déjà réalisé au moins deux projets catégorie «B» objet d'un marché d'un Montant supérieur ou égale à 50.000.000,00DA pour chacun ou un projet catégorie «B» objet d'un marché d'un Montant supérieur ou égale à 100.000.000,00DA ou plus (Justifié par une attestation de bonne exécution délivré par le maître de l'ouvrage public) d'une validité de moins de dix (10) ans.
- Avoir réalisé d'un chiffre d'affaire cumulé supérieur ou égal à 100.000.000,00 DA au cours des trois (03) années (2020-2021-2022) visée par services des impôts.

Le cahier des charges doit être retiré par le soumissionnaire ou son représentant dûment habilité, auprès de la direction des équipements publics de la Wilaya de Mostaganem.

- La durée de préparation des offres est fixée à quinze (15) jours à compter de la première parution de l'avis d'appel d'offres sur les quotidiens nationaux. Ou BOMOP

- L'heure et la date limite de dépôt des offres est fixée au dernier jour de la durée de préparation des offres à 13h00. Si cette date coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal (Vendredi ou Samedi), la durée de préparation des offres sera Prolongée jusqu'au jour ouvrable

La date d'ouverture des plis est fixée au dernier jour de la durée de préparation des offres le.....à 14h00.

- La durée de validité des offres est la durée de préparation des offres augmentée de Trois (03) Mois.

Les offres seront déposées au secrétariat de la Direction des équipements W. de Mostaganem. (Cité Administrative Salamandre Mostaganem)

- Tel/Fax : 045-35-71-78 - E-mail : dep_most27@yahoo.fr

Les plis seront scindés en trois (03) parties (voir instruction soumissionnaires du C.C page 09 et 10)

↓ 1^{er} Pl : Dossier de Candidature :

↓ 2^{ème} Pl : Offre Technique

↓ 3^{ème} Pl : Offre Financière

Les trois (03) enveloppes doivent être mises dans une autre enveloppe cachetée et anonymes, comprenant la mention « à ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

2^{ème} AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES

Après d'annulation
N°...23.../DEP/2025

Réalisation D'un Collège Type B7/300r A Sidi Charef Commune De Sirat Wilaya De Mostaganem Tranche Ferme Et Conditionnelle

Le présent avis tient lieu d'invitation aux soumissionnaires pour assister à l'ouverture des plis.

LA DIRECTRICE

ANEP N° 2631000537

Le Quotidien d'Oran 15/01/2026



Office public de l'huissier de justice
Maître TAHRAOUI BAHOUS
Huissier De Justice près le Tribunal d'ARZEW
Adresse : Avenue el Kouds - Arzew
Tel : 05-54-10-14-48 / 06-60-80-11-01
E-mail : maitre.tahraoui-b@live.fr

Avis de vente aux enchères publiques uniquement
sur Soumissions cachetées (3^{ème} tentative)

Il sera procédé le 22 Janvier 2026 , à 11 h 00

Au Profit de : « TAHLYAT MYAH MAGTAA SPA » du matériel usagé et hors service détaillé ci-dessous :

Lot	Désignations
01	Pont roulant 30 tonnes + 04 quatre dépollueuses + Réservoir (système de la chaux)La vente est strictement réservée aux détenteurs d'un registre de commerce pour l'activité de récupération de ferraille Cautionnement : 500.000 DA
02	3.690 membranes UF + 33.264 membranes RO 632 filtres à cartouche La vente est strictement réservée aux détenteurs d'un agrément délivré par le ministère de l'Environnement pour la collecte, le transport ou le traitement des déchets industriels et dûment habilités par les autorités compétentes. Cautionnement : 500.000 DA

Conditions de participation : Vente sans garantie et en l'état

- Visite et participation à la vente aux enchères publiques réservées uniquement aux détenteurs d'un cahier des charges délivré par le cabinet de l'Huissier de justice contre paiement 1.000 DA
 - Le paiement de la caution de garantie pour chaque lot et le dépôt de soumissions se feront avant le jour de la vente aux enchères au plus tard le 21 janvier 2026
- Avant 16H00 (aucune soumissions ne sera acceptée le jour de la vente).

L'Huissier de justice



Office public de l'Huissier de Justice
Maître TAHRAOUI BAHOUS
Huissier de Justice près le tribunal d'ARZEW
Adresse : Avenue El Qods – Arzew
Tél : 0554-10-14-48 / 06-60-80-11-01

Avis de vente aux enchères publiques,
uniquement sur soumissions cachetées.

Il sera procédé le 22 janvier 2026 à 10h30 au profit de : SONATRACH Activités RPC/Division Exploitation raffinage «LA RAFFINERIE D'ARZEW » à la vente aux enchères publiques du Lot unique ci-dessous indiqué :

Lot unique	Désignation
	Important Lot hétérogène de matériels, Equipements et de pièces de rechange diverses : Voir listing

Observation :

Les personnes intéressées doivent s'inscrire auprès de l'Office public, au moins 48 heures, avant la date de leur visite du matériel munies de leur carte d'identité. L'accès au site se fait exclusivement par la zone industrielle, dont l'entrée est strictement contrôlée en raison de son caractère sensible.

Conditions de participation : Vente sans garantie et en l'état.

- Visite et participation à la vente aux enchères publiques réservées uniquement aux détenteurs d'un cahier des charges délivré par le cabinet de l'Huissier de Justice.
- Le paiement de la caution de garantie pour chaque lot et le dépôt de soumissions se feront avant le jour de la vente aux enchères, au plus tard, le 21 janvier 2026 avant 16H00 (Aucune soumission ne sera acceptée le jour de la vente).

L'Huissier de Justice

Le Rassemblement National fait des yeux doux aux patrons

Par Abdelhak Benelhadj

Les relations entre le pouvoir et les entreprises, entre le travail et le capital, ne sont jamais simples. Toute l'histoire de ces deux derniers siècles en Europe en est parcourue.

Aux Etats-Unis où des milliardaires accèdent aux leviers de commande à la suite de campagnes ruineuses qui excluent de facto les partis indigents, cela ne semble pas faire débat. Cela trouble en revanche les pays européens et plus particulièrement les pays de vieille culture catholique. En France, pétrée d'égalitarisme républicain, l'argent a toujours été économiquement indispensable, mais moralement « sale » et corrupteur.⁽¹⁾

L'ÉPOQUE EST AUX « EN-MÊME-TEMPS »

Dans le monde de la démocratie représentative, le capital est minoritaire en voix, mais très influent politiquement. Tous les partis de droite « marchent sur leurs deux pieds » : tout le jeu consiste à combler l'exiguïté du vote en faveur des riches en persuadant la majorité qui vit de son travail de confier les pouvoirs au capital. C'est à cela que sert le discours politique au sens étymologiquement « vulgaire » du mot.³ « Nous assumons une politique qui est à la fois pro-pouvoir d'achat, pro-travail mais qui est aussi pro-entreprises, pro-entreprises françaises. Nous aimons les entreprises françaises et nous avons besoin d'elles. » (J. Bardella, lundi, 12 janvier 2026, lors des vœux à la presse). Cela rappelle la déclaration d'amour de Manuel Valls, alors Premier ministre de F. Hollande : « Moi j'aime l'entreprise », lors de son discours à l'université d'été du Medef, le mercredi 27 août 2014, venu distribuer des dizaines de milliards aux entreprises sans contreparties, ni comptes rendus. Il avait ajouté : « Il n'y a pas d'emplois sans employeurs. C'est pourquoi il est absurde de parler de 'cadeau fait aux patrons'.⁴ Une mesure favorable aux entreprises, c'est une mesure favorable au pays tout entier ! La France a besoin de vous ! la France a besoin de ses entreprises de toutes ses entreprises.... Quand les entreprises gagnent des marchés, c'est la France qui gagne. » (Les Echos, 27 août 2014).

ON SAIT CE QU'IL EN EST PLUS DE DIX ANS PLUS TARD

L'émergence irrésistible du parti de Le Pen n'est pas un fait commun. Son arrivée au seuil du pouvoir, l'attraction qu'il constitue aussi bien pour les autres partis de droite que pour les acteurs économiques, la singularité de son parcours dans un contexte occidental où les partis « populistes » accroissent leur audience politique interroge.

« Ambiguë, moi non plus. » Les patrons de Airbus, Carrefour, Total Energie... sont clairs et appellent à discuter avec le RN. Elles poussent les organisations patronales au dialogue avec Jordan Bardella.

Les entreprises sont en quête d'assurance, en cas de succès électoral du RN. Elles veulent bien financer le RN (dans les limites de la loi) en contrepartie d'engagement ferme sur son programme et sur la politique qu'il entend mener. Mais tous les patrons ne sont pas sur la même longueur d'onde.

Toute la question est : pourquoi ?

La CPME (par la bouche de son représentant, Amir Reza-Tofighi) affirme discuter avec tous les partis et relève les « incohérences » dans le discours économique du RN.

Écoutons-le : « J'entends en effet que le RN défend les entreprises. J'ai rappelé au RN qu'énormément d'impôts ont été votés par le RN dans le projet de loi de finance. J'attends que tous les partis qui disent qu'ils défendent l'entreprise, les PME, l'économie en France mettent en cohérence leurs propos et leurs actes. » (BFM Business, mardi 13 janvier 2026).

Il en est de même de la présidente l'Association des Entreprises Privées (AFEP), Patricia Barbizet, qui refuse de rencontrer officiellement le RN, tant que le budget n'est pas voté (visant le vote louvoyant du RN). Cette semaine ont commencé les discussions à l'Assemblée sur ce sujet clivant qui menace la survie du gouvernement Lecornu II.

Les PDG de St. Gobin et d'Engie par exemple partagent son point de vue.

Instruite par le comportement passé du RN, elle semble méconnaître les contraintes électorales qui pèsent sur lui et déclare incompatibles son programme économique avec les intérêts des entreprises.

Le fait est que les patrons ont déjà des partis qui les représentent (au centre et à droite : la galaxie EPR, Renaissance, le Modem, LR...). Ils n'ont pas besoin d'un parti de plus illisible qui crée le trouble dans un environnement déjà agité et incertain. Ces patrons sont cependant hypocrites et font mine de pas voir que le RN est structurellement coincé dans un jeu double, un pied en faveur du capital et un pied en faveur du travail.

La plupart des entreprises qui le soutiennent savent (c'est de notoriété publique) que le RN est, comme le PS et davantage que les autres partis, écartelé entre son électorat populaire et son parti pris en faveur des entreprises et du marché aux fondations de ce parti.

Bardella est de leur bord, comme naguère Jean-Marie Le Pen, mais a besoin de décliner des options et de céder à des choix qui ne lui aliènent pas le vote des travailleurs et des laissés pour compte qui sont en faveur de son parti et aussi de sa personne. Cela est bien mis en valeur par les médias privés et aussi les médias d'Etat qui cherchent tous à limiter l'influence de LFI.

UN PEU D'HISTOIRE

Décriés après la guerre pour leurs partis-pris avant 1939, les patrons français ont été très discrets après 1945.⁽⁶⁾

Ils ne veulent surtout pas commettre la même erreur, tout en se ménageant toutes les marges de manœuvre possibles.

Le patronat connaît très bien le paysage politique français et ses acteurs, ne serait-ce que parce qu'il participe depuis au moins la fin de la dernière guerre à son façonnement, sinon à sa direction. D'autant moins d'ailleurs qu'une part non négligeable de l'électorat populaire se situe précisément dans les « banlieues », là où LFI espère recueillir une grande audience et de nombreux suffrages, même si les taux de participation y sont très difficiles à estimer.

Si la structure du jeu politique des années trente n'a guère changé, la nature du capitalisme français a été profondément bouleversée. Pourtant, ni la France, ni l'Europe ne sont menacées par un déferlement de hordes bolchéviques. Même avec une « nouvelle guerre d'Algérie », les militants les plus doctrinaires de la droite extrême auraient du mal à convaincre que tous les immigrés sont algériens, islamistes, terroristes, narco-délinquants, « français de papier », creusent le déficit de la sécurité sociale et menacent l'identité et la prospérité des Français par une sorte d'invasion démographique sournoise de l'intérieur. L'islamo-gauchisme de LFI est un slogan, pas une réalité⁽⁶⁾. Il ne suffit pas de pointer dans ses rangs une ou deux Rima Hassan, pour en faire un « parti de l'étranger ».

Au mieux, LFI influence un cinquième de l'électorat.

Et comme tout a été fait pour torpiller, après l'été 2024, le Nouveau Front Populaire, J.-L. Mélenchon n'a plus d'alliés pour bricoler une majorité à même de bouleverser l'équilibre conservateur qui règne au Palais Bourbon.

Les socialistes, ouverts à toutes les compromissions, sont « ailleurs » depuis 1920, les écologistes à objet politique indéterminé, sont constitutivement insaisissables et le parti communiste appartient à l'histoire (voir plus bas).

Certes, une improbable élection du chef des Insoumis en 2027, avec les pouvoirs que lui confère la Constitution actuelle (dont Macron use et abuse), pourrait disposer des moyens de gouverner, mais comme LFI est résolu à passer à la VI^{ème}...

Le RN, paraît à certains patrons, non seulement inutile mais en outre représente plus une source d'instabilité qu'une assurance.

Le patronat ne rechignerait pas à la constitution d'une grande réunion de la famille de droite. Mais sûrement pas sous la houlette de M. Le Pen ou de J. Bardella, comme l'a initié E. Ciotti à la faveur des dernières élections législatives. De plus, la proximité du RN avec le dangereux président américain, n'incite pas la droite (y compris les plus atlantistes de ses membres) à confier les clés du pouvoir à un parti formé de bric et de broc qui joue sur tous les tableaux.

Notons au passage que le procès fait à M. Le Pen va augmenter l'instabilité au sein du RN. Les systèmes à deux têtes – et cela quel que soit le verdict final de la Cour d'Appel – souffrent d'une fragilité constitutive, écartelé entre deux attracteurs de force équivalente.

Tout cela nous amène à nous interroger sur ce qui menace vraiment le patronat français.

Aujourd'hui, le danger vient de toutes parts. D'abord de l'intérieur.

La politique menée par l'exécutif actuel est devenue un repoussoir universel, une vraie catastrophe qui aboutit à un rejet total par tous les Français de tout ce que touche ou entreprend E.

Macron. Avec lui, rien ne marche, sans lui rien ne marcherait. Le président est devenu un boulet dont on ne peut ni s'accommoder ni se passer. Le problème vient de ce que la France macronienne est dans un coma profond depuis de nombreuses années. L'exécutif accumule les feux rouges : le commerce extérieur, les parts de marché, l'investissement en berne, les déficits budgétaires et sociaux, l'endettement... Ce blocage met la France face à un dilemme ingérable, dans une situation interne et externe très instable, rejeté chez lui, le président ne trouve même plus d'interlocuteur ailleurs.

Au point que même les partenaires européens de la France, ainsi que les marchés et les agences de rating, sont inquiets et n'osent exiger d'elle le respect de ses engagements (notamment budgétaires), de peur d'un effet domino, dans un contexte international très fragile.

Cependant le Too big to fail... dont la France a bien abusé dans une Europe divisée par la crise ukrainienne et déstabilisée par le nouveau locataire MAGA de la Maison Blanche qui met le feu partout dans le monde, est un atout qui ne pourra servir éternellement.

Le paysage économique français a connu de profonds changements. La composition et la nature même du patronat ne sont plus celles des années de Gaulle ou Mitterrand.

Il n'est plus homogène, organisé autour d'une colonne vertébrale unique : l'industrie, les mines, la métallurgie, la mécanique... Avec de grosses entreprises publiques et un gouvernement qui orientent les choix des acteurs autour de grands projets. (Cf. graphique ci-dessous).

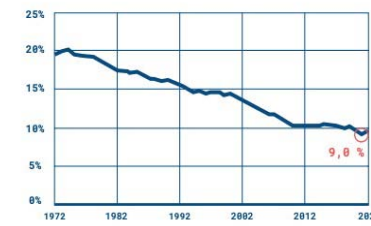
Il n'y a plus de programme Airbus, Ariane, TGV, de Plan Calcul qui traitait de larges secteurs de l'économie...

Les Wendel, les Schneider... les barons de l'industrie, le CNPF dominé par l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM), tout cela est terminé. Les entreprises industrielles se tertiarisent.

Les grands patrons quittent peu à peu ces secteurs pour se reconvertir dans la com, la pub, la télé, les finances... En Allemagne, Preussag passe de la métallurgie au tourisme, mais c'est relativement marginal. L'Allemagne n'abandonne pas son industrie.

En France, c'est le cas de Bouygues (dont le BTP n'est plus la seule activité) ou de Lagardère qui se lance dans l'industrie (Matra, EADS, l'armement, l'aéronautique... ne sont plus qu'un souvenir)...

Évolution de la part de l'industrie manufacturière dans le PIB français (VA, en % du PIB)



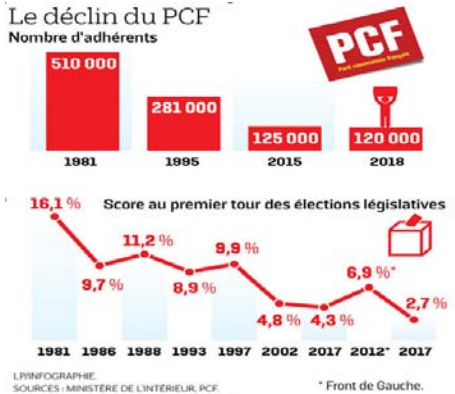
SOURCE : INSEE AVEC ANALYSE BPIFRANCE / PÉRIMÈTRE : INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

BPI, (Sud-ouest), V. 1^{er} décembre 2023

Ces décisions dont on mesure aujourd'hui la nocivité économique, n'ont que des avantages pour le capital.

La privatisation et la délocalisation (vers les pays-usines du tiers-monde) ont entraîné la désindustrialisation progressive de la France.

L'économie française a perdu ses usines et ses ouvriers. Le parti communiste a perdu ses électeurs.



Le Parisien, D. 16 septembre 2018

Disparition des grosses unités industrielles pourvoyeuses de main d'œuvre. Multiplication des PME-PMI... dans lesquelles les petits patrons tiennent fermement leur management. La CGT (qui a perdu les grosses unités industrielles pu-

bliques) a cédé sa place à la CFDT mieux implantée dans le tertiaire et dans le privé.

Une pression sur les salaires : le tertiaire paie moins que l'industrie, conforté une désyndicalisation globale du salariat ce qui explique une chute importante du nombre de jours de grève, à l'exception des transports publics.



Ce que l'on cache aux électeurs français, c'est que leurs déboires et ceux de leur économie, ce ne sont ni la Chine, ni l'Inde, ni l'Afrique, ni le Mercosur qui en sont les causes.

La cuisine médiatico-politique franco-française sert surtout à distraire les citoyens enfermés comme électeurs dans des jeux électoraux sans lendemains.

Le déplacement du centre du pouvoir au détriment des nations a été entamé il y a longtemps :

L'Acte Unique (1986), le traité de Maastricht (1992), celui de Lisbonne (2007, qui enjambe le référendum de fin mai 2005), les réformes discrètement signées à Bruxelles et l'adoption en novembre 2023 du rapport de l'eurodéputé belge Guy Verhofstadt, qui constitue un véritable coup d'Etat institutionnel, dessaisissant les Etats de leurs pouvoirs souverains pour les confier aux euro-technocrates...

C'est ainsi que l'Europe a signé l'Accord du Mercosur au détriment de l'économie et de l'agriculture française (bien que certains y trouvent leur compte), alors que l'opposition de Paris, décorative, a été superbement ignorée.

Dans ces conditions, avec des tensions internes mises sous le boisseau, le RN est non seulement loin de parvenir à l'Elysée et majoritairement au Palais Bourbon, comme le clament les sondages, mais il risque d'occuper des coquilles vides et d'administrer les maigres marges de manœuvre que lui concèdera Bruxelles.

Inutile d'ajouter que les plus gros déficits français, c'est surtout à ses voisins européens que le commerce français le doit. L'état de la France est tel que l'on peut facilement imaginer ce qui lui arriverait si d'aventure un autre parti que celui de Macron (ou un de ses alter-égo) parvenait au pouvoir à Paris.

On comprend alors pourquoi certains patrons hésitent à cheminer avec le parti que dirige Mme Le Pen ou Bardella qui demeure une singularité socio-politique très intéressante, par-delà tout jugement suscité par ses choix.

Notes

- 1- « Il est plus facile à un chameau de passer par le trou d'une aiguille qu'à un riche d'entrer dans le royaume de Dieu. » Jean 5:44, Matthieu 19:24. Découvrons ces « nuances » avec l'ancien ministre Luc Ferry : « Pour un libéral anglosaxon, le bon modèle de la loi, c'est la jurisprudence, une loi qui vient d'en bas de la société civile que l'Etat consacre. Pour un républicain le bon modèle juridique c'est le code Napoléon qui part de la loi pour prévoir les cas particuliers. Il y a très peu de jurisprudence en France. » La fable des abeilles de Mandeville c'est la charte du libéralisme anglosaxon. La somme des égoïsmes particuliers forme l'intérêt général. » (LCI, D. 14 décembre 2024)
- 2- Formule célèbre empruntée à Mao-Zedong (qui faisait référence aux choix économiques)
- 3-Pour approfondir la question, lire le livre lumineux de Alain Badiou (avec A. Lancelin), Eloge de la politique, Flammarion, 2017, 140 p. Lire particulièrement le chapitre V « Macron ou le coup d'Etat démocratique » (pp. 115-129.
- 4-Suppression de la C3S, baisse de l'impôt sur les sociétés... « 40 milliards, ce n'est pas rien », précisait M. Valls.- Collectif (2014) : Histoire secrète du patronat de 1945 à nos jours. Le vrai visage du capitalisme français. Nouvelle édition revue et augmentée. La Découverte, Arte Editions, 791 p.
- 5- Nous recommandons la lecture de deux sommes ignorées par la plupart des commentateurs et observateurs sous les feux de la rampe médiatique : - Hazera Jean-Claude, Rochebrune (de) Renaud (2013) : Les patrons sous l'occupation. O. Jacob, 959 p.
- 6- « La droite n'aime pas les arabes et la gauche n'aime pas les musulmans », disait naguère Jean-Claude Casanova, un ancien conseiller de R. Barre, qui détestait les deux.

Iran, l'épicentre discret d'un basculement mondial

Par Laala Bechetoula

L'Iran traverse la crise la plus grave depuis la révolution de 1979. Depuis le 28 décembre 2025, des manifestations embrasent les 31 provinces du pays dans un soulèvement que certains qualifient déjà de « plus vaste depuis l'avènement de la République islamique ». La répression, d'une brutalité inédite, aurait fait des milliers de morts. Mais ce qui se joue dans les rues de Téhéran, d'Ispahan et de Machhad dépasse largement les frontières iraniennes. Tandis que Washington menace d'intervention, que Moscou consolide un partenariat stratégique signé il y a un an, que Pékin observe avec calcul, et que les grandes puissances ajustent leurs positions, l'instabilité iranienne révèle la mécanique d'un nouvel ordre mondial où les crises nationales deviennent des théâtres géopolitiques et où le prélude l'emporte désormais sur la déclaration ouverte de la guerre.

UNE SOCIÉTÉ IRANIENNE EN RUPTURE PROFONDE

Les témoignages qui parviennent de Téhéran, d'Ispahan ou de Machhad se ressemblent. Des jeunes qui parlent à voix basse, des commerçants du Grand Bazar qui ferment définitivement leurs échoppes, des familles qui effacent des messages avant de quitter leur téléphone. « Ce n'est plus la peur d'un jour, c'est la peur de durer », confiait récemment un ingénieur iranien installé à l'étranger, en contact quotidien avec ses proches restés au pays.

Ce détail est essentiel : la contestation iranienne a changé de nature. Elle n'est plus une protestation cyclique liée au coût de la vie ou à une décision ponctuelle du pouvoir. Elle touche désormais au cœur du contrat politique qui lie — ou liait — le régime à une partie de sa population.

Les chiffres sont implacables. En janvier 2026, le rial s'échange à plus de 1,4 million pour un dollar, contre 700 000 un an plus tôt. L'inflation annuelle oscille entre 40 % et 72 % selon les produits. Les prix alimentaires ont augmenté de 72 % en un an. « Si seulement le gouvernement, au lieu de se concentrer uniquement sur le carburant, pouvait faire baisser le prix des autres biens », déclarait fin décembre un chauffeur de taxi. « Les prix des produits laitiers ont été multipliés par six cette année, et d'autres biens plus de dix fois. »

C'est dans ce contexte d'asphyxie économique que les bazaaris — ces commerçants et artisans du Grand Bazar de Téhéran, pilier historique du pouvoir depuis 1979 — ont fermé leurs échoppes le 28 décembre 2025 et rejoint la rue. Ce geste est hautement symbolique. Comme le rappelle un spécialiste de l'université de New York : « Pendant plus de cent ans d'histoire iranienne, les bazaaris ont été des acteurs clés dans tous les grands mouvements politiques de l'Iran. » Leur défection marque un point de non-retour.

La réponse du régime a été d'une brutalité sans précédent. Les bilans varient considérablement selon les sources — d'au moins 28 morts documentés par Amnesty International entre le 31 décembre et le 3 janvier, à plusieurs milliers selon d'autres estimations. Ces chiffres, impossibles à vérifier indépendamment en raison de la coupure totale d'Internet et des lignes téléphoniques depuis le 8 janvier, doivent être considérés avec prudence. Ce qui ne fait aucun doute, c'est l'ampleur de la répression. Des témoins rapportent avoir vu « des centaines de corps » dans les rues de Téhéran. Les hôpitaux de la capitale et de Chiraz sont débordés par l'afflux de blessés.

Le 3 janvier 2026, le Guide suprême Ali Khamenei a déclaré que « les émeutiers doivent être remis à leur place ». Le même jour, le corps des Gardiens de la révolution annonçait que la période de « tolérance » était terminée. Le 5 janvier, le chef de l'appareil judiciaire ordonnait aux procureurs de ne faire preuve d'« aucune clémence » envers les manifestants.

Si la détresse économique a servi de détecteur, les slogans scandés dans les rues révèlent une contestation plus profonde : « Mort au dictateur », en référence au Guide suprême. « Nous nous révoltons à cause de la faim. » Mais aussi des appels en faveur de Reza Pahlavi, fils du dernier Shah d'Iran, exilé depuis 1979, qui a lancé le 8 janvier un appel à la grève générale largement suivi.

Lorsque l'État coupe Internet, multiplie les arrestations (au moins 18 137 au 12 janvier) et assume la violence, il reconnaît implicitement qu'il ne gouverne plus par l'adhésion mais par la contrainte. Ce qui s'effrite aujourd'hui, c'est le récit fondateur lui-même. Une partie croissante de la population, notamment la jeunesse, ne se reconnaît plus dans le discours de la République islamique. La fracture est sociale, générationnelle, mais aussi profondément symbolique.

LE THÉÂTRE AMÉRICAIN : ENTRE DÉFLEXION INTERNE ET PROJECTION IMPÉRIALE

Cette rupture interne n'évolue jamais dans le vide. Elle est observée, interprétée, parfois exploitée par les puissances extérieures.

À Washington, la crise iranienne est immédiatement lue à travers un prisme stratégique. Le discours officiel invoque les droits humains et la solidarité avec le peuple iranien, mais les instruments mobilisés relèvent d'une logique de puissance classique : pressions économiques, sanctions élargies, menaces indirectes sur les partenaires de Téhéran.

Pour Donald Trump, la séquence iranienne agit à la fois comme un écran et comme un levier. Elle permet d'abord de délocaliser le regard, de détourner l'attention d'une crise intérieure américaine devenue politiquement et moralement explosive : celle provoquée par la radicalisation des opérations de l'Immigration and Customs Enforcement (ICE).

Les chiffres sont sans appel. Depuis le retour de Trump à la Maison-Blanche le 20 janvier 2025, les arrestations par ICE ont atteint 1 200 par jour, leur niveau le plus élevé depuis l'administration Obama. Plus de 595 000 personnes ont été arrêtées en 2025. Le nombre de personnes détenues par ICE est passé d'une moyenne quotidienne de 39 000 à près de 70 000 au 7 janvier 2026. En 2025, ICE a procédé à plus de 605 000 expulsions, soit davantage que durant l'ensemble du mandat de Biden.

Le « One Big Beautiful Bill Act », adopté en juillet 2025, a alloué près de 170 milliards de dollars à l'application des lois sur l'immigration sur quatre ans. Plus de 8 500 agents des forces de l'ordre locales et étatiques ont été formés pour assister l'application fédérale des lois sur l'immigration, dont plus de la moitié selon un modèle abandonné en 2012 après des constats de profilage racial.

Les conséquences humaines sont dramatiques : des citoyens américains ont été détenus par erreur, le centre de détention de Guantanamo Bay a été réactivé pour accueillir des migrants, au moins sept personnes sont décédées en détention ICE en 2025. Le climat de peur a transformé des quartiers entiers. En projetant l'image d'un président redevenu acteur central de la scène internationale, Trump rélègue au second plan une crise nationale qui fissure pourtant le cœur même du modèle américain.

Mais l'Iran offre surtout à Trump un second levier, plus personnel, presque symbolique. Le 7 janvier, il menaçait : « Si Téhéran tue violemment des manifestants pacifiques, ce qui est leur coutume, les États-Unis d'Amérique viendront à leur secours. » Il ajoutait : « Nous sommes verrouillés, chargés et prêts à y aller. » Le 13 janvier, il annonçait l'annulation de toute réunion prévue avec des responsables iraniens et déclarait aux manifestants : « L'aide est en route. »

Le même jour, il menaçait d'imposer des tarifs douaniers de 25 % sur tous les pays commerçant avec l'Iran, une menace visant directement la Chine, premier partenaire commercial de Téhéran. Cette escalade tarifaire, intervenue alors que Washington et Pékin venaient tout juste de conclure un accord commercial fragile en octobre 2025, risque de faire dérailler les relations économiques entre les deux premières puissances mondiales.

En s'adressant directement au peuple iranien, en menaçant non seulement Téhéran mais aussi ses partenaires, en se posant en arbitre du destin d'un État souverain, Donald Trump dépasse le rôle classique d'un chef d'État. Il met en scène une conception du pouvoir où l'autorité ne repose plus sur les institutions ni sur le droit international, mais sur l'incarnation brute de la force. La posture qu'il adopte confine à celle de l'empereur moderne, voire du shah qu'il prétend combattre : un homme persuadé que la volonté individuelle peut se substituer aux équilibres collectifs et décider du sort des peuples. Cette personnalisation extrême de la politique étrangère amé-



ricaine accentue le danger du moment et transforme une crise complexe en théâtre de projection narcissique.

LES PUISSANCES ENTRE CALCUL STRATÉGIQUE ET ALLIANCES FRAGILES

Pour Israël, l'Iran ne peut jamais être une simple affaire intérieure. Le 13 juin 2025, Israël a lancé une série de frappes « préventives » contre les installations nucléaires iraniennes, affirmant que Téhéran était « plus proche que jamais d'obtenir une arme nucléaire ». Dans la nuit du 21 au 22 juin, les États-Unis ont rejoint les opérations. Cette guerre de douze jours a gravement endommagé l'infrastructure nucléaire iranienne.

L'instabilité actuelle est perçue à Jérusalem avec prudence : un Iran affaibli peut réduire certaines menaces, mais un Iran instable peut devenir imprévisible. La posture israélienne reste fidèle à une doctrine ancienne : vigilance maximale, communication minimale.

La position de l'Arabie saoudite est plus subtile. Son silence relatif n'est ni indifférence ni neutralité morale, mais stratégie. Riyad sait qu'un Iran effondré serait un danger immédiat pour toute la région : instabilité du Golfe, perturbations énergétiques majeures, prolifération d'acteurs armés non étatiques. Le choix est donc celui de la prudence active : observer, contenir, préserver des canaux discrets, éviter que la crise ne se transforme en affrontement régional ouvert.

Face à l'hostilité occidentale, l'Iran a tenté un « pivot oriental » vers la Russie et la Chine. Le 17 janvier 2025, un traité de partenariat stratégique de vingt ans a été signé entre Moscou et Téhéran. En décembre 2025, un programme de consultations 2026-2028 a suivi. La coopération militaire s'est intensifiée depuis 2022, notamment avec la fourniture par l'Iran de milliers de drones Shahed à la Russie pour son conflit en Ukraine.

Mais la guerre de douze jours de juin 2025 a révélé les limites criantes de ce partenariat. Le jour où Israël a bombardé les installations iraniennes, aucune défense russe n'est intervenue. Le traité ne contient d'ailleurs aucune clause de défense mutuelle. La relation sino-iranienne est plus profonde sur le plan économique : la Chine est devenue le premier importateur de pétrole iranien, absorbant plus de 90 % des exportations en 2024-2025. Pourtant, Pékin n'a fourni aucune assistance militaire lors des frappes et le commerce bilatéral a reculé de 28 % en 2025. La menace tarifaire américaine du 13 janvier 2026 risque de compliquer davantage ces relations.

Au cœur des préoccupations internationales se trouve le programme nucléaire iranien. L'Iran enrichit actuellement de l'uranium à 60 % de pureté, un niveau qui accomplit plus de

90 % du travail nécessaire pour atteindre l'uranium de qualité militaire. En mai 2025, Téhéran détenait 408,6 kg d'uranium enrichi à 60 %, quantité suffisante pour plusieurs armes si elle était enrichie davantage. Le temps de « breakout » est estimé à presque zéro, même si la fabrication d'une ogive livrable nécessiterait encore des mois, voire des années.

Dans ce jeu complexe, l'Europe apparaît comme le grand absent. Le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne ont déclenché en septembre 2025 le mécanisme de « snapback », restaurant les sanctions onusiennes contre l'Iran. Mais leur capacité d'influence est désormais marginale. Fragmentée politiquement, affaiblie économiquement, dépendante énergétiquement et sécuritairement, l'Europe commente, condamne, appelle à la retenue, mais n'arbitre plus.

LE PRÉLUDE NORMALISÉ : VERS UNE CONFLICTUALITÉ PERMANENTE

Ce qui rend la situation iranienne particulièrement inquiétante n'est pas seulement la gravité de la crise interne, ni même les menaces de confrontation militaire. C'est le contexte international : un monde où les institutions multilatérales sont paralysées, où les puissances intermédiaires sont marginalisées, et où le système mondial se resserre autour d'un face-à-face de plus en plus direct entre les États-Unis et la Chine.

Dans ce duel, les crises régionales deviennent des laboratoires du rapport de force global. L'Iran n'est pas la cause de cette recomposition ; il en est l'un des premiers miroirs. Pékin observe l'exposition américaine avec distance, laissant Washington s'user dans l'hyperpersonnalisation du pouvoir, tout en consolidant silencieusement ses positions économiques, technologiques et stratégiques.

La tragédie de notre époque n'est peut-être pas l'annonce brutale d'une troisième guerre mondiale, mais l'entrée progressive, presque banalisée, dans son prélude. Un monde où la conflictualité devient permanente, fragmentée, normalisée. Un monde où la guerre ne se déclare plus : elle s'installe.

Les tambours que l'on entend aujourd'hui sont discrets, presque lointains. Ils ne rythment pas encore une bataille unique, mais une marche longue, sourde et dangereuse. Et ce qui inquiète le plus n'est pas leur intensité, mais la facilité avec laquelle le monde semble déjà s'y habituer.

L'Iran n'est ni l'origine ni l'exception de ce basculement. Il en est l'un des révélateurs les plus clairs. Ce qui se joue dans ses rues n'est plus seulement un affrontement entre un pouvoir et sa société, mais l'un des premiers symptômes visibles d'un monde entré dans une phase de rupture profonde, où les équilibres se défont sans qu'aucun ordre nouveau ne soit encore capable de s'imposer.

ÉCOLOGIE

Le chaos climatique comme carburant du nouvel ordre des prédateurs

Par Bernard Kalaora*

1ère partie

Dans les Caraïbes, où un ouragan d'une intensité inédite poursuit son déferlement, les populations ont déjà, par le passé, été privées d'un accès aux données concernant l'ampleur de phénomènes météorologiques que détenaient, en revanche, certaines sociétés d'assurance : un cas symptomatique de la capitalisation, par les milieux financiers, autour du chaos climatique. Pour la folie technocratique, l'incertitude se fait aubaine.

Dans un monde où le chaos climatique devient la toile de fond de notre quotidien, une nouvelle élite, que Giuliano Da Empoli nomme les « Borgia » modernes, émerge et redessine les contours de notre réalité. Ces nouveaux conquérants, armés de technologies de pointe, de finance débridée et d'idéologies ultra-libérales, jouent avec les incertitudes comme des jongleurs de cirque. Ils profitent de l'instabilité chronique induite par les canicules, l'érosion de la biodiversité, les tempêtes imprévisibles, pour imposer leur vision d'un futur affranchi des contraintes traditionnelles. Elon Musk, avec ses ambitions martiennes, n'est qu'un exemple parmi d'autres. Mohammed ben Salman, avec son projet Neom, imagine une ville futuriste dans le désert saoudien, où les lois de la tech supplantent les lois traditionnelles. Nayib Bukele, au Salvador, transforme son pays en laboratoire de la cryptomonnaie, tandis que les géants de la Silicon Valley infiltrent les rouages de la politique américaine. Ces exemples, loin d'être isolés, dessinent les contours d'un nouvel ordre mondial où les frontières entre le réel et le virtuel s'estompent. Bruno Latour, dans *Où atterrir ?* nous invite à repenser notre rapport à la Terre, à reconnaître que cette fuite en avant technologique ne fait qu'accentuer notre déconnexion du monde réel. Pendant que les canicules se multiplient, que les tempêtes deviennent monnaie courante et que l'érosion des côtes menace des populations entières, ces élites façonnent un futur où l'instabilité n'est plus une menace, mais une ressource. En transformant chaque crise en opportunité, ils consolident leur pouvoir, laissant les structures démocratiques traditionnelles fondre comme glace au soleil.

En fin de compte, cette alliance entre finance, technologie et politique redéfinit les règles du jeu. Le chaos climatique, bien qu'involontaire, devient l'allié inattendu d'une élite qui sait transformer l'incertitude en atout, façonnant un avenir où le pouvoir appartient à ceux qui maîtrisent l'art de la jonglerie numérique.

Ce qui se dessine aujourd'hui, c'est une véritable symbiose entre deux formes de chaos : l'un, climatique, qui échappe de plus en plus à nos modèles prédictifs et bouleverse notre quotidien par des phénomènes extrêmes de plus en plus fréquents et l'autre, politique et technologique, qui, de manière intentionnelle, capitalise sur cette incertitude pour redéfinir les règles du jeu.

Les ingénieurs du chaos, comme les appelle Giuliano Da Empoli et les élites technologiques transforment chaque crise en opportunité, créant ainsi un nouvel ordre mondial où l'instabilité devient une ressource.

Ce parallèle entre l'imprévisibilité du climat et celle de la géopolitique met en lumière une ère où l'adaptation et la résilience deviennent des maîtres-mots, et où le pouvoir appartient à ceux qui savent naviguer dans l'incertitude.

Ce nouveau paysage mondial, où les frontières entre crise climatique et stratégie politique s'entremêlent, illustre la manière dont les élites, en exploitant l'incertitude, parviennent à redéfinir les règles du jeu.

Dans ce contexte, l'innovation technologique et les dynamiques financières ne sont plus simplement des outils de développement, mais deviennent de véritables leviers de pouvoir, permettant à ceux qui les maîtrisent de façonner l'avenir.

Ainsi, la convergence entre ces deux formes de chaos révèle une transformation profonde de notre monde, où l'adaptation et la capacité à tirer parti de l'instabilité deviennent essentielles pour comprendre et anticiper les dynamiques de demain.

La vague de chaleur de juin 2025 a pulvérisé les records européens : 47 °C à Séville, 45 °C à Lyon, tandis qu'au même moment un cyclone hors saison, Kappa, balayait la côte est des États-Unis. Une semaine plus tard, des inondations éclair submergeaient Yiwu, cœur logistique de la Chine, interrompant les flux mondiaux de colis. Partout, les prévisions météo semblaient écrites à l'encre thermolabile ; les modèles, jusque-là fiables, perdaient pied. Dans les mêmes heures, la capitalisation boursière d'ExoSphere, la société d'Elon Musk dédiée à l'évacuation martienne, bondissait de 18 %. La start-up israélienne GaiaShield annonçait une levée de fonds record pour sa plateforme d'IA de « gestion intégrale du risque climatique », tandis que le Salvador émettait ses premiers volcano-bonds indexés sur le Bitcoin. Les chaînes d'info conti-



naient d'aligner les superlatifs quand, à 22h19, la plateforme Clima-Trade déclencha automatiquement l'achat de millions de contrats à terme sur le blé canadien. En trois minutes, l'atmosphère et la Bourse avaient parlé la même langue : celle de la volatilité.

Deux chaos s'enchevêtrent : l'un, tellurique et atmosphérique, résolument involontaire, mais auquel nous contribuons certainement ; l'autre, politique et financier, soigneusement entretenu. Ensemble, ils composent la partition du capitalisme brûlant décrite dans *L'heure des prédateurs* (Gallimard, 2025) : « Le capitalisme brûlant transforme la catastrophe en dividende » écrit Giuliano da Empoli. Au pied du plateau texan, un hangar anonyme abrite les bunkers de luxe de la firme Rising S. Spa d'appoint, potager hydroponique, chambre chirurgicale sous atmosphère stérile. On y stocke du vin millésimé et des embryons congelés. Les propriétaires arrivent de nuit, en jet, paient en crypto et s'essaient au tir de précision entre deux cours de yoga profond. Ils se préparent à survivre à l'effondrement qu'ils subventionnent à coups d'ETF pétroliers. Sur la côte nord de la Nouvelle-Zélande, on bâtit des demeures anti-tsunamis : volets hydrauliques, murs en kevlar (fibre synthétique), hélistations privées. On appelle cela des safe-havens. Pour les Maoris expropriés, le mot n'a plus rien de sûr. Et plus haut, en orbite basse, des barges de SpaceX alignent les fusées réutilisables. Derrière la rhétorique de l'aventure humaine se devine une assurance vie interplanétaire : si la Terre cède, il restera Mars, ou la Lune, ou au moins un anneau d'hôtels spatiaux. C'est sur ce point de fusion – là où le thermomètre numérique rejoint le thermomètre météorologique – que commence notre récit.

JONGLER AVEC L'INATTENDU

Une fable circule parmi les traders climat : « Le modèle est mort, vive le glitch ! ». Désormais, l'imprécision vaut plus cher que la prévision.

Prenons « Neom – The Line » : 170 km de verre tendus à travers le désert saoudien, un projet d'urbanisme extrême porté par le prince héritier d'Arabie Saoudite. Une image puissante de la folie technocratique, une ville ligne, fermée, ensermée dans deux murs de verre réduite à un couloir encapsulé, rationalisé et climatisé.

Lorsque, en février 2025, une tempête de poussière bloqua les convoyeurs de matériaux pendant six jours, les investisseurs crurent à un fiasco. Mohammed ben Salman saisit l'occasion : il convoqua en urgence une conférence sur la « construction résiliente ». Les cours obligataires saoudiens se redressèrent avant même que le sable ne retombe : la tempête venait de prouver la pertinence du projet.

De l'autre côté du globe, Nayib Bukele fit du Bitcoin la monnaie officielle du Salvador (2021). Chaque effondrement de la cryptomonnaie aurait pu ruiner le pays ; Bukele en fit un spectacle. Lorsque le BTC perdit 12 % en juin 2024, il organisa une « Happy Dip Party » : concerts gratuits, bière en Bitcoin, écrans géants affichant la courbe descendante comme un toboggan. Résultat : afflux touristique et nouvelle émis-

sion de volcano-bonds pour financer une ville thermique sur un volcan éteint. Ces dirigeants manipulent l'incertitude comme un joueur hisse ses quilles : plus le public retient son souffle, plus la proue semble grande.

Ce qu'Anna Tsing appelle la « valeur de la ruine » (*The Mushroom at the End of the World*, 2015) devient ici principe de gouvernement.

LES « BORGIA »
DE LA SILICONISATION
DU MONDE

Dans l'univers décrit par Da Empoli, le poison n'est plus versé dans une coupe de vin, mais injecté dans les fils invisibles du numérique.

Il emprunte le nom des Borgia, maîtres empoisonneurs de la Renaissance, pour désigner ceux qui manipulent désormais l'opinion, la perception et les marchés par des moyens invisibles – algorithmiques, psychométriques, narratifs.

Le 3 mars 2024, alors qu'une canicule hors saison réduisait à néant les récoltes de blé dans l'Uttar Pradesh, une anomalie volontaire dans l'algorithme de la plateforme OceanGate Futures provoquait une envolée de 60 % des tarifs de fret céréalier. L'opération n'était pas une faille technique mais un sabotage stratégique. Les mêmes fonds qui contrôlaient l'algorithme détenaient également des positions à la baisse sur les marchés de livraison. Un arbitrage millimétré entre climat, logistique et finance.

Ce type de manipulation rappelle les stratégies de « shock » doctrine analysées par Naomi Klein dans *La Stratégie du choc* : créer ou exploiter un moment de panique pour imposer une réorganisation rentable du monde. Mais à l'ère algorithmique, le choc n'a plus besoin d'être visible.

Il suffit de modifier un paramètre dans un code ou d'injecter une rumeur ciblée pour désorganiser un marché. Sa parole incarne une fracture de plus en plus visible entre les institutions scientifiques et les acteurs technologiques qui prétendent pouvoir « domestiquer » l'incertitude avec des modèles propriétaires.

Dans notre contexte, Serge Planton, climatologue et ancien directeur de recherche à Météo-France, devient une figure du savoir modeste : celui qui doute, ajuste, mesure, et s'inquiète là où les autres simulent, extrapolent et vendent de la certitude en API (une interface logicielle qui permet de « connecter » un logiciel ou un service à un autre logiciel ou service afin d'échanger des données et des fonctionnalités).

En parallèle, des armées de bots sociaux (agents logiciels automatiques ou semi-automatiques), pilotées depuis des hubs discrets à Tel-Aviv, Bangalore ou San Mateo, inondent les réseaux.

Une étude du Citizen Lab (2025) montre que 72 % des discussions en ligne sur les crises climatiques majeures sont, à des moments clés, orientées par des fermes de contenus automatisés.

Lors des incendies en Grèce (été 2024), des vagues de messages accusaient les ONG d'être responsables des feux pour obtenir des subventions ; les « post » ou messages sur un forum « provenaient de serveurs liés

à une entreprise de communication travaillant pour un géant du tourisme côtier. Ces nouvelles armes ne tuent pas au sens propre.

Elles intoxiquent le débat public, modifient les perceptions, déplacent les responsabilités. Elles transforment le doute en produit dérivé, la panique en capitalisation boursière. Dans ce monde, la vérité n'est plus ce qui est vérifiable, mais ce qui est programmable.

LE CLIMAT COMME THÉÂTRE
D'OMBRES

Le climat n'est plus seulement l'arrière-plan des décisions économiques et politiques – il est devenu un acteur scénarisé. Ce qui circule dans l'espace public n'est pas la complexité des interactions atmosphériques, mais une version filtrée, hiérarchisée, et souvent tarifiée du savoir climatique.

Serge Planton, nommé plus haut, a longuement travaillé sur la modélisation des extrêmes et a représenté la France au sein du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

Dans une interview en 2023, il déclarait : « Nos modèles peinent à anticiper les ruptures. Nous courons cinq stations derrière la réalité. » Cette confession illustre le retard structurel entre observation, modélisation et décision publique.

Ce retard est comblé non par les services publics, mais par les plateformes privées. Ainsi, le modèle BlueSpire, conçu par Alphabet, la maison-mère de Google, propose des prévisions cycloniques cinq jours à l'avance en haute résolution, fournissant des simulations sur la probabilité d'événements extrêmes, cyclones, sécheresses, inondations, incendies, etc. Mais son accès est restreint : gratuit pour les ONG pendant 48 h, ensuite payant (30 000 dollars l'heure) pour les courtiers en assurance et les fonds spécialisés dans les catastrophes naturelles.

Les connaissances autrefois produites par le service public deviennent une recherche marchande, prédictive et inégalitaire, une véritable captation du savoir climatique.

Lorsque l'ouragan Beryl frappe la Barbade en juillet 2024, une alerte transmise à la société de réassurance Global RE lui permet d'ajuster ses positions dès le quatrième jour des prévisions.

Les pêcheurs eux, n'avaient eu accès qu'à des données floues, présentées comme ayant un « niveau de confiance modérée. Résultat : des pertes humaines, et une rupture durable des circuits de vente directe du poisson dans l'île.

Kate Crawford, dans *Atlas of AI* (2021), montre comment la production des données n'est jamais neutre : elle repose sur des choix, des inégalités d'accès, et des arbitrages techniques qui reflètent le pouvoir. Le climat devient ainsi un théâtre d'ombres : ce que l'on voit dépend de qui éclaire, de quelle distance, et avec quel objectif. Comme l'écrit Crawford « la donnée n'est pas neutre : elle est un privilège monnayable ».

A suivre

*Socio-Anthropologue, chercheur à l'Iiac (cnrs, ehess), ancien président de l'association littocéan.

Attractivité des communes

Repenser les codes communaux et de wilaya et refonder la fiscalité locale !

Sur les 1 541 communes que compte le pays, près de 950 sont aujourd'hui considérées comme pauvres, dépourvues de ressources financières suffisantes pour répondre efficacement aux besoins élémentaires de leurs citoyens.



Par Cherif Ali*

Plus alarmant encore, 62 % des communes sont déficitaires, tandis que les communes dites « riches » ne représentent qu'à peine 7 % de l'ensemble des APC. Les autres survivent tant bien que mal, au prix d'un service public affaibli, inégal et souvent dégradé.

Ce constat met en lumière une réalité incontournable : l'État ne peut plus, à lui seul, supporter durablement les charges des collectivités locales, comme cela a été le cas durant des décennies.

Pourtant, les pouvoirs publics n'ont pas ménagé leurs efforts pour renforcer les financements propres des communes. Mais ces tentatives se sont heurtées à une dépendance structurelle persistante vis-à-vis du budget central, rendant toute autonomie financière largement illusoire.

Cette fragilité est d'autant plus préoccupante que les communes vont subir de plein fouet la réduction du taux de la Taxe sur l'Activité Professionnelle (TAP), une ressource pourtant vitale pour leurs finances. Même si cette baisse serait compensée, selon certaines sources, par une subvention issue des recettes pétrolières, la perte globale est estimée à près de 80 milliards de dinars pour l'ensemble des communes. À titre de rappel, 58 % des recettes communales proviennent de la TAP, 35% de la TVA, tandis que les autres impôts locaux ne représentent qu'environ 4% de la fiscalité locale.

UNE STRUCTURE DE FINANCEMENT AUSSI DÉSÉQUILBRÉE NE PEUT QUE FRAGILISER D'AVANTAGE LES BUDGETS COMMUNAUX !

Du côté du ministère de l'Intérieur, plusieurs pistes ont été évoquées afin d'améliorer le recouvrement fiscal, notamment la taxe foncière et la taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

Des solutions plus contraignantes ont même été envisagées, telles que le recours à des huissiers de justice ou la création d'équipes spécialisées dédiées au recouvrement. Mais sur le terrain, le statu quo demeure, et les résultats restent très en deçà des attentes.

En théorie, les maires sont tenus de rendre compte non seulement des taux de consommation des crédits, mais aussi de la valeur ajoutée réelle des investissements, du nombre d'emplois créés, de la valorisation des ressources propres et de la capacité à résoudre concrètement les problèmes locaux.

Mais des questions subsistent :

1. Le temps n'est-il pas venu pour les communes de faire face, au moins partiellement, à leurs dépenses budgétaires ?
2. Ne doivent-elles pas, dans un contexte



de crise, innover dans la gestion, rationaliser leurs dépenses, reporter les projets non prioritaires ?

3. Et surtout chercher de nouvelles sources de financement pour investir et créer de l'emploi localement, loin de la logique des subventions d'équilibre ?

À cet égard, il convient de souligner que de nombreuses APC disposent d'un patrimoine foncier et immobilier considérable, largement sous-exploité. Pourtant, le rendement des biens communaux ne dépasse pas 7 % des ressources locales, un chiffre révélateur d'un énorme potentiel gaspillé, faute de volonté, de compétences ou de cadre incitatif.

QU'ATTENDRE ALORS DES RÉFORMES ANNONCÉES ?

Tout porte à croire qu'elles concerneront principalement le volet économique, avec une volonté affichée de renforcer le rôle des communes dans la dynamique de développement local.

En revanche, peu d'informations ont filtré sur la révision des codes de la commune et de la wilaya, ou sur une réforme en profondeur des finances et de la fiscalité locales, pourtant le véritable nerf de la guerre. Les autorités mettent en avant la nécessité de permettre l'émergence d'une véritable économie locale, considérée comme l'un des fondements du développement et de la croissance économique nationale.

Dans cette perspective, les élus locaux disposeraient d'une marge de manœuvre élargie pour créer des zones d'activité, lancer des projets structurants et favoriser l'investissement créateur d'emplois et de richesses.

Sur le plan législatif, les maires ne devraient plus se plaindre des blocages administratifs excessifs.

Il leur appartiendra d'innover et d'initier des projets au bénéfice des citoyens, certes sous le regard vigilant de l'administration, garante du respect des procédures réglementaires. La libération de l'initiative locale est annoncée, mais la décentralisation absolue du pouvoir de décision reste, pour l'instant, hors de portée.

Deux conditions apparaissent néanmoins comme essentielles :

- un élargissement réel des prérogatives des présidents d'APC, afin que la commune devienne un véritable centre de décision économique au niveau local ;
- une dépénalisation effective de l'acte de gestion, sans laquelle aucun élu n'osera prendre des initiatives ou engager des projets structurants.

En théorie, cette libération de l'initiative locale devrait améliorer le quotidien des populations. Mais elle suppose des élus compétents, intègres et visionnaires, des qualités qui n'ont pas toujours été au rendez-vous lors des précédentes mandatures, comme en témoignent les nombreux dossiers judiciaires impliquant des responsables locaux.

Il faut également rappeler une vérité souvent méconnue :

- Les communes ne disposent pas d'un véritable pouvoir fiscal. Elles demeurent tributaires de la redistribution opérée par le Fonds commun des collectivités locales – devenu Caisse de garantie des collectivités locales, un mécanisme souvent critiqué pour son manque de flexibilité et son inadéquation avec les missions réelles des communes.

• Cette situation explique en grande partie les difficultés rencontrées pour financer des projets ou assurer l'entretien des écoles, centres de santé et autres équipements publics.

Dès lors, peut-on gérer une commune comme une entreprise ?

Selon de nombreux experts, cette comparaison a ses limites :

1. Les communes ne fonctionnent ni selon les mêmes règles juridiques, ni selon les mêmes logiques comptables et commerciales que les entreprises.
2. Elles ne disposent ni de la même expertise, ni du même professionnalisme managérial. La vision d'un maire-gérant d'entreprise relève donc, à ce stade, davantage de l'utopie que de la réalité.

3. À moins, peut-être, que les prochaines échéances électorales ne fassent émerger une nouvelle génération de maires « entrepreneurs », capables de transformer la commune en catalyseur de développement local, de création de richesses et d'emplois une denrée devenue rare en période de crise. Mais là encore, une condition demeure incontournable : l'élargissement des prérogatives des présidents d'APC et la dépénalisation effective de l'acte de gestion constituent les prérequis indispensables pour relancer l'investissement, la croissance et le développement, aussi bien au niveau local que national.

Renforcer l'attractivité des communes passe inévitablement par un changement profond du cadre institutionnel et financier qui régit l'action locale.

Donner davantage de moyens aux maires ne relève pas d'un simple ajustement technique, mais d'un choix politique majeur, fondé sur la réforme des codes communal et de wilaya, afin de consacrer la commune comme un véritable centre de décision au niveau local.

Cette évolution doit impérativement s'accompagner d'une réforme audacieuse des finances et de la fiscalité locales, permettant aux communes de disposer de ressources propres, stables et prévisibles, en adéquation avec les missions qui leur sont confiées.

Sans autonomie financière réelle, toute décentralisation restera formelle et sans impact tangible sur le développement local.

En définitive, l'élargissement des prérogatives des maires, la clarification de leurs responsabilités et la sécurisation juridique de l'acte de gestion constituent les leviers essentiels pour libérer l'initiative locale, stimuler l'investissement, créer de l'emploi et restaurer la confiance des citoyens dans l'action publique.

C'est à ce prix que la commune pourra devenir un acteur central du développement économique et social du pays, et non plus un simple relais administratif dépendant des arbitrages du pouvoir central.

*Ancien Chef de Daira

médiatic
Par Belkacem
Ahcene-Djaballah
Livres



L'Algérie des plans et des hommes. 1963-1980. Les premiers pas... Souvenirs de 1963 à 1980, autour d'un projet de développement de l'Algérie.

Essai de Mahmoud Ourabah. Editions El Qobia, Alger, 2025, 158 pages, ??? dinars.

Au point de départ, il y a une « équipe du plan », composée de personnes venues d'horizons très divers, reflétant assez bien la diversité des terroirs et des couches sociales (on ne parlait pas de classes sociales) du pays, et sans expérience professionnelle. Mais, toutes animées, au sortir de la colonisation, d'une forte volonté de valoriser les ressources propres du pays. L'équipe allait créer et développer durant près de deux décennies (1963-1980), une ambiance de travail, une « culture de boîte », une solidarité d'armes qui, en définitive, n'était pas, à dire vrai, du goût de tout le monde... celui des « politiques » et des mordus des « priorités », tout particulièrement. Toute une grande, très grande aventure. Une « embellie » ? Oui, pour beaucoup. Non, pour certains.

Au départ, le « Développement » du pays tel qu'il fut défini dès les premiers pas visait la construction d'une économie capable, dans la durée, de satisfaire la majorité de la population.

C'est toute une étape de la vie du pays, tout juste sorti de la « nuit coloniale » que nous relate l'auteur, s'étant trouvé côtoyant l'équipe dirigeante de l'époque. Une équipe dirigeante qui, politiquement, au vu des parcours et des niveaux, n'a pas facilité le travail de la jeune équipe... soutenue, parfois, par des experts étrangers... de renom ou... non. C'est ce que nous raconte l'auteur, à travers un récit assez académique, souvent critique, mais parsemé d'anecdotes rendant ainsi assez vivante la compréhension d'une économie en voie de planification et une aventure qui finit... en

L'Algérie. Sortir de la crise

Essai de Abdellatif Benachenhou. Edité à compte d'auteur (???), Alger 2015, 1 100 dinars, 313 pages (Fiche de lecture déjà publiée en juillet 2020. Extraits pour rappel. Fiche complète in www.almanach-dz.com/economie/bibliotheque_dalmanach).

En 2001 et 2003, il avait publié deux ouvrages aux titres évocateurs: «L'Algérie, un pays qui gagne» et «Algérie, la modernisation maîtrisée». Après avoir quitté le fauteuil ministériel et le cercle présidentiel, un peu plus de dix années après, il édite cet ouvrage au titre bien moins optimiste. Déprimant même. Puisqu'il nous parle de la crise dans laquelle le pays se trouve soudainement empiétre.

C'est assez apocalyptique comme introduction, d'autant qu'elle est

MÉMOIRES D'ANCIENS

queue de poisson (?). Comme si vous y étiez !

L'auteur ne s'est pas contenté de raconter le passé et l'échec (programmé ?) de la stratégie de planification socio-économique.

Il propose, et c'est heureux, après le regard sur le point de départ, un épilogue et une postface à la lumière de la problématique actuelle du développement de l'Algérie, avec notamment un nouveau défi : la « mondialisation »... un « cadre nouveau qui entoure désormais toute politique nationale de développement ». Tout en signalant que le SGD (Stratégie globale de développement) de 1966 en avait déjà tenu compte : « S'inscrire dans les grands courants de la science et de la technologie universelle ».

L'Auteur : Économiste spécialisé en économie du développement, ancien Sg du Secrétariat d'Etat au Plan (1963-1979), ancien fonctionnaire du Bit (Genève, 1985-1997) et à l'Oit, auteur de deux ouvrages (Enal, 1981 et 1982) sur l'économie algérienne, de plusieurs études et articles et d'une chronique familiale (El Qobia, 2024).

Table des matières : Préface/Prologue/10 chapitres/Épilogue/ Postface/ Notes pour professionnels (3 notes)/ Références bibliographiques

Extraits : « Un comportement qui, sans être spécifique à l'algérien, est malheureusement trop répandu chez nos « politiques ». Par faute d'idées ou de programmes alternatifs, ils se complaisent dans le dénigrement du passé de leur pays, agrémenté d'affabulations et souvent de calomnies » (Prologue, p 13), « Nous étions à la veille de l'indépendance, bien moins de 5.000 étudiants algériens éparpillés à travers le monde entier » (p19), « Beaucoup de jeunes Algériens imaginent difficilement aujourd'hui, l'état de dénuement de la grande majorité de leurs aînés, qu'illustrent par exemple les statistiques de 1963, où un poste important à l'importation était constitué de ballots de friperie » (p 35), « Au lendemain de l'indépendance, la population algérienne était encore analphabète à 85 voire 90%, et où le « maraboutisme » dans le sens de l'obscurantisme était la culture du plus grand nombre » (p 37), « Le Premier Plan Quadriennal 1970-1973 allait être signé, sous la forme d'une ordonnance, en grande pompe

courte et bourrée de données, en rafales de mitraille (...)

Heureusement, il y a la question qui peut sauver. Que faire ? Bien que les solutions ne paraissent pas faciles à se dessiner en raison du petit nombre des partisans de la réforme.

Si la première partie expose la situation actuelle (Trop de rente, pas assez d'impôts et de cotisations, protection sociale excessive et injuste, couple peu vertueux de l'épargne et de l'investissement, déclin du patrimoine public, précarité de l'emploi et inégalité des revenus, vraie fausse ouverture de l'économie, modernisation sociale inachevée... bref, un statu quo intenable avec sa crise du modèle de croissance, une dérive budgétaire, une fragilité croissante du pouvoir d'achat international et une accumulation patrimoniale et technologique très fragile), la seconde partie s'intéresse aux possibles solutions pour « sortir de la crise » (...)

L'Auteur : Professeur agrégé de sciences économiques, diplômé de sciences politiques de Paris, ancien doyen de la faculté des sciences éco-

nomiques de l'Université d'Alger, secrétaire général de l'Association des économistes du Tiers monde, un certain temps président de la Commission économique du Fln... il fut, par la suite, ministre des Finances et Conseiller économique (années 2000) du président A. Bouffeflika (...)

Avis Il y a, certes, un brin de nostalgie dans cet essai... mais beaucoup de vérités. Un ouvrage que nos (jeunes) gestionnaires devraient lire et méditer, ne serait-ce que pour ne pas commettre les mêmes erreurs, si tant est qu'elles aient existé.

Citations : « Les planificateurs s'impatientent toujours, pour avoir les données les plus actuelles pour pouvoir « prévoir le présent » (reconstitution de l'année en cours), tandis que les statisticiens étaient choqués des « cadrages comptables » effectués par le planificateur » (p 51), « Il faut bien exercer l'esprit critique et se méfier des trois types de mensonges : « le mensonge tout court, le mensonge satanique et le mensonge statistique » (Le ministre chargé du Plan, K.Ahmed, cité, p 51), « Trop souvent le style grandiloquent était assimilé à « discours politique » (p 101), « A quoi bon bouger à partir du moment en effet où tout doit venir du chef pour le meilleur ou le pire ?... Tout attendre d'un « en haut » dont par ailleurs on surestime toujours la capacité d'agir et la liberté de manœuvre réelle » (p108), « Aucune théorie économique ne donne la recette ou la solution « clés en mains » pour accéder à coup sûr au développement » (p 130), « La lutte contre la pauvreté passe par plus de liberté, pour pouvoir responsabiliser les principaux intéressés. C'est une condition indispensable de succès des programmes d'actions ciblant l'éradication de la misère » (p 139), « Les politiques de l'emploi ne peuvent se concevoir désormais qu'au niveau international, dans la durée. Elles devraient au moins être au centre de la politique économique des États, au même titre que la surveillance des fondamentaux financiers » (p 142).

nomiques de l'Université d'Alger, secrétaire général de l'Association des économistes du Tiers monde, un certain temps président de la Commission économique du Fln... il fut, par la suite, ministre des Finances et Conseiller économique (années 2000) du président A. Bouffeflika (...)

Avis Ouvrage très documenté et instructif (...). Grand public, s'abstenir...

Citations : « Sonatrach est ainsi prise en sandwich entre l'Etat, qui prélève taxes et dividendes, et les ménages qui vivent beaucoup à ses crochets » (p 17), (...), « La pauvreté et le dénuement hérités de la colonisation imposaient à tout dirigeant politique de l'Algérie indépendante de mettre en œuvre des programmes de protection sociale. Mais celle-ci, historiquement incontournable, a dérivé vers le populisme » (p 50), « Nationaliste ouvert en matière culturelle, bonapartiste ombrageux en politique, militant du patriotisme économique, il (A. Bouffeflika) a eu une position très ambivalente en matière de politique économique » (p 306), (...)

Alger – Riyad – Le Caire

L'émergence d'un centre de gravité afro-arabe dans le monde multipolaire

Par Salah Lakoues

Le XXII^e siècle n'ouvre pas une ère de stabilité multipolaire ; il consacre le retour brutal de la puissance, des sphères d'influence et des guerres indirectes. Dans ce grand désordre, l'Afrique est trop souvent sommée de choisir un camp, quand son véritable enjeu est d'enconstruire un. Face à la fragmentation du monde et à l'épuisement des modèles importés, une question centrale s'impose : qui produira la doctrine stratégique du Sud global ?

La réponse ne viendra ni de Washington, ni de Moscou, ni de Pékin, mais des États capables d'assumer leur souveraineté, de stabiliser leur environnement et de refuser l'alignement comme horizon politique. C'est dans cet esprit que le triangle Alger-Riyad-Le Caire émerge non comme une alliance classique, mais comme l'embryon d'un centre de gravité afro-arabe, structuré autour d'une doctrine algérienne de non-alignement actif. Le monde contemporain ne se structure plus selon la seule opposition Est-Ouest héritée de la guerre froide.

Les doctrines stratégiques dominantes — de la pensée eurasiste russe portée par Sergueï Karaganov à la vision hémisphérique et transactionnelle américaine, notamment sous l'ère Trump — dessinent désormais une cartographie tripartite : une Eurasie dominée par Moscou et Pékin, un bloc américain continental, et un Indo-Pacifique disputé.

Dans cette recomposition, l'Afrique et le monde arabe continuent d'être perçus comme des périphéries : zones d'influence, espaces de projection militaire ou réservoirs de ressources. Cette lecture est non seulement obsolète, mais stratégiquement erronée. Le continent africain, par sa démographie, ses ressources, ses routes maritimes et son positionnement géographique, est appelé à devenir l'un des cœurs de la multipolarité.

Ce basculement exige l'émergence de pôles régionaux africains et afro-arabes autonomes, capables de sécuriser leur environnement, de maîtriser leurs flux et de parler d'égal à égal avec les grandes puissances. Dans ce contexte, l'Algérie, l'Arabie Saoudite et l'Égypte disposent des attributs nécessaires pour former le premier noyau structurant de ce nouvel équilibre.

LA COMPLÉMENTARITÉ COMME FONDEMENT : TROIS PIVOTS, UN SEUL ARC AFRO-ARABE DE STABILITÉ

Cette convergence ne relève ni d'un alignement idéologique, ni d'un projet hégémonique. Elle repose sur une complémentarité stratégique objective, au service de la stabilité africaine et moyen-orientale.

L'Algérie est aujourd'hui l'un des rares États africains à incarner pleinement le principe d'État-souveraineté. Sa doctrine de non-alignement, son armée modernisée, ses ressources énergétiques et son rôle central dans la stabilisation du Sahel en font un pilier de la sécurité continentale. Acteur clé de l'Union africaine, l'Algérie défend une approche africaine des crises africaines, fondée sur la médiation politique et le refus des ingérences militaires étrangères.

L'Égypte constitue le trait d'union stratégique entre l'Afrique et le monde arabe. Puissance militaire majeure, acteur central de l'Union africaine et gardienne du canal de Suez — artère vitale reliant l'Afrique, l'Europe et l'Asie — elle joue un rôle décisif dans les équilibres de la vallée du Nil, de la Corne de l'Afrique et de la Méditerranée orientale.

Le Caire demeure l'un des rares États africains capables de peser simultanément sur les dossiers africains, arabes et

méditerranéens. L'Arabie Saoudite, bien que non africaine, est devenue un acteur structurant du continent. Sa présence croissante en Afrique de l'Est, au Sahel, dans la mer Rouge et au sein des BRICS élargis, sa puissance financière et son leadership énergétique lui confèrent une capacité unique d'investissement dans la stabilité africaine. Sa Vision 2030 ouvre la voie à un partenariat économique Sud-Sud fondé sur l'industrialisation, les infrastructures et la sécurité alimentaire.

Ensemble, ces trois pôles dessinent un arc afro-arabe continu, reliant l'Atlantique africain, la Méditerranée, la mer Rouge et le Golfe. Cet arc concentre les routes commerciales mondiales, les principales réserves énergétiques et une profondeur géostratégique décisive pour le Sud global.

LA MÉTHODE : UN PRAGMATISME AFRICAIN CONTRE LES ALLIANCES IMPORTÉES

L'histoire récente du continent africain est riche d'alliances proclamées mais rapidement dissoutes, faute de mécanismes concrets et d'intérêts partagés.

La leçon est claire : les modèles d'intégration importés ne fonctionnent pas en Afrique. La convergence Alger-Riyad-Le Caire doit donc s'inscrire dans une logique de pragmatisme séquencé, inspirée des réalités africaines. Une Charte de Coopération Stratégique Afro-Arabe pourrait en fixer le cadre, en articulation avec l'Union africaine, sans se substituer aux organisations existantes.

UN PREMIER PLAN D'ACTION OPÉRATIONNEL 2026-2027

Devrait prioritairement viser : La sécurité africaine, par un partage ciblé de renseignements sur le terrorisme sahélien, la piraterie maritime en mer Rouge et dans le Golfe de Guinée, ainsi que des opérations conjointes à vocation humanitaire et de stabilisation civile.

Le développement structurant, avec la création d'un Fonds d'Investissement Trilatéral Afro-Arabe, dédié aux infrastructures énergétiques africaines, à la sécurité alimentaire, au désailement, au numérique et aux corridors logistiques continentaux.

La souveraineté intellectuelle, par la mise en place d'un Réseau de think tanks africains et arabes, et la création d'une Université Stratégique Trilatérale, destinée à former une élite africaine et afro-arabe affranchie des paradigmes occidentaux.

LA VISION : UN PILIER AFRICAIN DU SUD GLOBAL

À l'horizon 2035, cette coopération pourrait donner naissance à un pôle afro-arabe structurant, sans fusion institutionnelle mais avec une intégration fonctionnelle avancée. Ce pôle deviendrait un interlocuteur central sur les questions de sécurité énergétique, alimentaire et maritime, tout en défendant une voix africaine forte dans les enceintes internationales.

Il offrirait surtout un modèle africain de coopération Sud-Sud, compatible avec l'esprit des BRICS, du Mouvement des non-alignés et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

L'enjeu dépasse les intérêts nationaux des trois États. Il s'agit de démontrer que l'Afrique peut produire ses propres centres de gravité, sans tutelle ni alignement automatique. En stabilisant le Maghreb, le Sahel, la vallée du Nil et la mer Rouge, l'Algérie, l'Arabie Saoudite et l'Égypte contribueraient à refonder l'ordre régional africain. Dans le monde multipolaire qui s'annonce, la souveraineté africaine ne se proclame plus : elle se construit, collectivement, avec ses partenaires naturels.

Préparatifs du mois de Ramadhan

La direction du commerce inspecte les emplacements des marchés de proximité

J. Boukraa

En application des instructions du ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, la direction du commerce de la wilaya d'Oran a entamé les préparatifs liés au mois sacré de Ramadhan, à travers des opérations de terrain consacrées à l'inspection et à l'évaluation des espaces proposés pour l'organisation des marchés de proximité. En effet, les « Souk Errahma » feront leur retour à Oran durant le mois de Ramadhan au niveau de plusieurs espaces répartis à travers différentes communes de la wilaya. Ces marchés solidaires, reposant sur le principe de la vente directe du producteur au consommateur, proposeront une large gamme de produits de consommation, allant des fruits et légumes aux viandes rouges et blanches, ainsi que des produits alimentaires de première nécessité tels que l'huile, le sucre, la semoule, les pâtes alimentaires, la farine et le couscous, à des prix abordables et étudiés.

Cette initiative vise à lutter contre la spéculation, souvent à l'origine de la flambée des prix, tout en allégeant le fardeau financier des citoyens durant le mois sacré et à l'approche de la fête de l'Aïd El-Fitr. Elle est le fruit d'une coordination entre le bureau d'Oran de l'UGCAA et la direction du commerce, avec pour objectif la promotion de la production nationale et la consolidation des circuits courts de distribution. Les espaces seront attribués à titre gracieux aux producteurs, en contrepartie de leur engagement à pratiquer des prix raisonnables, renforçant ainsi la dimension solidaire et citoyenne de l'opération. Des sorties de terrain seront aussi menées par les services de la direction du commerce pour s'assurer de la disponibilité d'espaces adaptés, répondant aux normes réglementaires, sanitaires et organisationnelles, afin de garantir aux citoyens des conditions d'approvisionnement optimales durant le mois de jeûne. Les équipes procèdent notamment à la

vérification de la localisation, de l'accessibilité, de l'hygiène et des conditions générales d'accueil de ces marchés.

Cette démarche s'inscrit dans une stratégie globale visant à renforcer l'approvisionnement régulier du marché, à stabiliser les prix et à rapprocher les produits de large consommation du citoyen, en particulier les denrées fortement sollicitées durant le mois de Ramadhan. La direction du commerce de la wilaya d'Oran œuvre, en coordination avec l'ensemble des acteurs concernés, à assurer le bon déroulement de ces préparatifs, tout en veillant à la transparence des transactions commerciales, à la lutte contre la spéculation et à la protection du pouvoir d'achat des consommateurs. Ces actions traduisent l'engagement des pouvoirs publics à accompagner les citoyens durant le mois sacré, à travers des mesures concrètes garantissant la disponibilité des produits, la qualité des services et la stabilité du marché, dans un climat de confiance et de responsabilité partagée.

Misserghine et Hassi Bounif

Le secteur de l'éducation renforcé par deux écoles

J. Boukraa

Le secteur de l'éducation dans la wilaya d'Oran s'est renforcé mardi par la mise en service de deux nouvelles écoles primaires, implantées au pôle urbain Ahmed Zabana, dans la commune de Misserghine, et une autre au quartier Bouchouicha, relevant de la commune de Hassi Bounif. Une initiative qui a suscité une vive satisfaction parmi les élèves et leurs parents, compte tenu de l'amélioration attendue des conditions de scolarisation. À cette occasion, le directeur de l'éducation de la wilaya d'Oran a effectué une visite d'inspection accompagné d'élus locaux, d'inspecteurs de circonscription ainsi que de représentants des parents d'élèves.

La première étape de cette visite a concerné la nouvelle école primaire Chahid Khemali Ben Salem, située au pôle urbain Ahmed Zabana, qui a accueilli 230 élèves. Le responsable du secteur a constaté sur le terrain le bon déroule-

ment de l'opération de transfert des élèves ainsi que des équipes pédagogiques et administratives vers cette nouvelle structure, une démarche saluée unanimement et appelée à alléger la pression sur l'école Hakimi. La tournée s'est poursuivie au quartier Bouchouicha, dans la commune de Hassi Bounif, où le directeur de l'éducation s'est enquis des conditions d'accueil des élèves au sein de la nouvelle école, laquelle a pris en charge 170 élèves. Ces derniers bénéficient désormais d'un établissement de proximité, mettant fin aux contraintes liées à leur scolarisation à l'école Baghdadi, jugée éloignée de leur lieu de résidence. Dans son intervention, le directeur de l'éducation a félicité l'ensemble des acteurs ayant contribué à la réalisation de ces projets, soulignant que les efforts de l'État algérien se poursuivent sans relâche pour rapprocher les établissements scolaires des élèves et garantir des conditions optimales pour leur réussite éducative.

Concours éducatif inter-lycées 2025-2026

Oran accueille le deuxième tour régional éliminatoire

Les épreuves du deuxième tour régional éliminatoire du concours éducatif Inter-lycées pour l'année scolaire 2025-2026 se sont déroulées mardi à Oran dans une atmosphère empreinte de compétition. À cette occasion, la wilaya d'Oran a accueilli les élèves du lycée Rabii Fatma, représentant la wilaya de Tlemcen, et du lycée El Ikhwaa Abbas Essour, représentant la wilaya de Mostaganem, aux côtés de l'équipe du lycée Abou Bakr Belkaid, représentant la wilaya d'Oran. Les trois établissements se sont affrontés lors de cette phase décisive de la compétition régionale.

La rencontre s'est déroulée au lycée Colonel Lotfi, sous la supervision du directeur de l'éducation de la wilaya d'Oran, en présence du secrétaire général de la direction de l'éducation, de cadres du secteur éducatif des wilayas participantes ainsi que de partenai-

res sociaux. Dans son allocution, le directeur de l'éducation a salué les efforts de l'ensemble des acteurs ayant contribué à la réussite de cette manifestation intellectuelle, soulignant l'importance que lui accorde le ministre de l'Éducation nationale, au regard de son impact positif sur le développement des capacités intellectuelles, de l'esprit de compétition saine et du sens du travail collectif chez les élèves. Le concours s'est déroulé dans une organisation rigoureuse, marquée par un climat de fair-play et d'enthousiasme, suscitant une forte interaction de la part du public présent.

Au terme de cette rencontre, le lycée Abou Bakr Belkaid d'Oran s'est imposé avec un total de 55 points, suivi du lycée Rabii Fatma de Tlemcen avec 52,5 points, tandis que le lycée El Ikhwaa Abbas Essour de Mostaganem a obtenu 45,5 points.

J. Boukraa

CHU d'Oran

Relance de la technique de biopsie cérébrale stéréotaxique

Le Centre hospitalier universitaire (CHU) d'Oran a repris, récemment, l'utilisation de la technique de biopsie cérébrale stéréotaxique, après une période d'arrêt, a-t-on appris de la cellule de communication de cet établissement sanitaire. L'équipe médicale du service de neurochirurgie, en coordination avec le service de radiologie central, a relancé cette technique dans le but d'améliorer la prise en charge diagnostique des patients souffrant de lésions ou de troubles cérébraux profonds dans des zones difficiles à atteindre. Cette technique constitue un outil diagnostique précis en neurologie, offrant un moyen sûr et efficace d'obtenir un diagnostic tissulaire qui aide à orienter le traitement approprié pour des maladies cérébrales complexes. Après

la reprise, la première biopsie cérébrale stéréotaxique a été réalisée sur un patient mercredi dernier, l'opération s'étant déroulée avec succès et dans de bonnes conditions aussi bien sur le plan technique que clinique, selon la même source. La biopsie cérébrale stéréotaxique est une procédure chirurgicale précise qui consiste à prélever un échantillon de tissu cérébral en utilisant une technique de guidage 3D, permettant d'introduire l'aiguille avec une grande précision dans une partie précise à l'intérieur du cerveau. L'importance de cette technique réside dans sa haute précision pour diagnostiquer et déterminer la nature des lésions cérébrales, telles que les tumeurs, les inflammations et autres. Elle permet également de faire la distinction en-

tre tumeurs bénignes et malignes, et de déterminer le type et la taille de la tumeur avec précision. Les neurochirurgiens s'appuient sur cette technique pour orienter le plan de traitement et déterminer le type de traitement approprié en fonction du diagnostic tissulaire, ainsi que pour évaluer la nécessité d'une chimiothérapie ou d'une radiothérapie, et identifier les biomarqueurs spécifiques aux thérapies ciblées.

Cette technique repose sur une petite ouverture au lieu d'une chirurgie ouverte lourde, ce qui réduit les risques de complications, notamment les hémorragies cérébrales et les infections, tout en permettant d'éviter les zones vitales du cerveau, en plus de réduire la durée de l'hospitalisation, a-t-on noté.

Cité des Complexes à Arzew

Plus de 66 millions de DA pour réhabiliter le réseau d'assainissement

K. Assia

Un projet de réhabilitation et de renouvellement du réseau d'assainissement des eaux usées a été lancé dans le quartier de la cité Khalifa Ben Mahmoud (cité des Complexes) et ce après l'installation, mardi, de l'entreprise chargée des travaux. Une opération tant attendue dans ce quartier selon le président de l'APC d'Arzew qui, accompagné des membres de l'exécutif communal et des représentants des différents services dont la SEOR, a souligné l'impact de ce projet dans l'amélioration du cadre de vie des habitants. Ainsi, les travaux visent à rénover tout le réseau d'assainissement jugé vétuste de sorte que ce dernier datant des années 80, date à laquelle la cité a été réceptionnée, ne répond plus aux besoins de la population. Sur ce, plusieurs explications ont été apportées par l'entrepreneur quant à la durée des travaux et au nombre d'équipes déployées sur le terrain.

Dans cet ordre d'idées, le président de l'APC a insisté sur le respect des délais et sur

le respect de la qualité des matériaux utilisés. Il a également mis l'accent sur la nécessité de renforcer le chantier avec le déploiement de trois équipes au lieu de deux et ce pour livrer le projet vers la fin du mois de mars. L'APC prévoit une grande opération d'aménagement de tout ce quartier une fois ces travaux de réhabilitation du réseau d'assainissement des eaux usées achevés. Il rappelle que plusieurs projets n'ont pas pu être lancés à cause de ce problème de non renouvellement du réseau. Dans cette optique, il souligne que toutes les opérations menées sont étudiées et bien finalisées afin que le problème ne se pose plus à l'avenir. Le coût financier de ce projet est estimé à 66,99 millions de dinars.

Notons que l'Assemblée populaire communale d'Arzew a terminé l'année 2025 avec l'approbation de 20 projets de développement. Il s'agit de 20 marchés et projets de développement local pour un montant de 646 millions de dinars, des opérations qui concernent plusieurs secteurs liés au cadre de vie des habitants et dont la priorité a été

accordée à l'aménagement urbain et la réfection de la chaussée. Parmi ces opérations, figure l'aménagement urbain de Haï Akid Othmane pour un montant de 12,21 millions de dinars, l'aménagement de la rue des Jardins pour un montant de 48,09 millions de dinars en plus de la réhabilitation du réseau routier. Ce dernier projet a été scindé en trois tranches pour un coût global de 47,47 millions de dinars.

Dans le secteur de la jeunesse et des sports, des projets d'une valeur globale de l'ordre de 106,93 millions de dinars ont été approuvés. Ces opérations ont ciblé la réfection de l'éclairage au niveau du complexe sportif Mustapha Zitouni, pour un montant de 58,69 millions de dinars, la réhabilitation de la piste d'athlétisme pour un coût de 48,24 millions de dinars. Par ailleurs, dans le domaine de l'hygiène, de l'entretien de l'environne-

ment et du matériel, l'APC a approuvé des marchés et des programmes dépassant les 432 millions de dinars. Parmi les plus importantes opérations, il y a lieu de noter l'acquisition de quatre camions d'une valeur de 83,6 millions de dinars, le marché lié à l'entretien de l'éclairage public pour l'année 2026 et dont la valeur est estimée à 49,9 millions de dinars. A cela viennent s'ajouter le contrat du programme de nettoyage Eco Arzew pour 2026 d'une valeur maximale de 150 millions de dinars et une subvention financière de 150 millions de dinars au profit de la même entreprise. D'autre part, ces délibérations ont également ciblé les opérations de solidarité initiées durant le mois de Ramadhan, les marchés liés aux représentations juridiques de la commune pour l'année 2026 en plus des décisions concernant l'organisation de l'activité commerciale.

Horaires des prières pour Oran et ses environs

26 rajab 1447				
El Fedjr 06h43	Dohr 13h12	Assar 15h53	Maghreb 18h15	Icha 19h37



République Algérienne Démocratique et Populaire

Ministère de la Santé

Direction de la Santé et de la Population

De la Wilaya d'Oran

Etablissement Hospitalier Spécialisé

En Psychiatrie de Sidi-Chami

Avis d'Appel d'Offres National Ouvert avec Exigences de Capacités Minimales

N° 01 Pour l'Année 2026

L'établissement hospitalier spécialisé en psychiatrie de Sidi-Chami Oran lance un avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales portant l'approvisionnement en denrées alimentaires pour l'année 2026 reparté en lots séparés désignés ci-après :

- Lot 01 : Alimentation Générale
- Lot 02 : viande de veaux fraîche sans os local
- Lot 03 : Poulet vide Frais ; escalope Et Œufs
- Lot 04 : Fruits Et Légumes frais
- Lot 05 : Pain Et Gâteaux

Les soumissionnaires intéressés par le présent avis, peuvent retirer les cahiers des charges auprès de l'établissement hospitalier spécialisé en psychiatrie de sidi-chami, contre un paiement de 2 000.00 da auprès du trésorier communal de Sidi-Chami

La durée de préparation des offres est fixée à dix (10) jours à compter de la date de la première de l'avis d'appel d'offre, si cette date coïncide avec un jour férié ou un jour de repos hebdomadaire légal (vendredi ou samedi), la durée de préparation des offres sera prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant

Le dépôt s'effectue le jour de la date limite de préparation des offres au siège de l'établissement hospitalier spécialisé en psychiatrie de sidi-chami de 13h00 à 13h30

L'offre doit comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière séparément conformément à l'article 67 du décret présidentiel n° 15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés public et des délégations de service public

Capacités professionnelles :

L'appel d'offres objet du présent cahier des charges s'adresse aux soumissionnaires détenant le code d'activités y afférent dans les registre de commerce.

Capacités techniques :

L'appel d'offres objet du présent cahier des charges s'adresse aux soumissionnaires ayant Réalisé des projets de même nature à l'objet du cahier des charges justifiés au minimum par une attestation de bonne exécution délivrées par un service contractant public signée par le directeur.

Capacités financières :

Le présent marché s'adresse à l'ensemble des entreprises ayant :

- ✓ Réalisé des projets similaires à l'objet du cahier des charges en nature, justifiés minimum par deux attestations de bonne exécution signées par le maître de l'ouvrage public.
- ✓ Réalisé un chiffre d'affaires moyen de la dernière année égale ou supérieur à 10 million de dinars Algériens pour les lots : Fruits et légumes, poulet frais et œufs et viande rouges fraîche, alimentation général.
- ✓ Réalisé un chiffre d'affaires moyen de la dernière année égale ou supérieur à 1 million pour le lot pain et gâteaux.

Les trois enveloppes sont mises dans une autre enveloppe anonyme, comportant la mention suivante :

« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

Appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales n° 01/2026

Ayant pour objet l'approvisionnement en produits alimentaires

N° du lot Désignation du lot

Soumissionnaire désirant obtenir des éclaircissements sur le contenu du présent cahier des charges est tenu d'adresser une demande d'éclaircissements au service par écrit à l'établissement hospitalier spécialisé en psychiatrie Sidi-Chami Oran

Toute demande d'éclaircissement doit être formulée au moins huit (08) jours avant la date de dépôt des offres

A rappeler que cet avis tient lieu d'invitation aux soumissionnaires pour assister à la réunion de la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres qui se tiendra le même jour de la date de dépôt des offres à 14h00 à la salle de réunion de l'établissement hospitalier spécialisé en psychiatrie Sidi-Chami Oran

Fait à Sidi-Chami, le 01/12/2025

Le Directeur,

ANEP N° 2631000522 Le Quotidien d'Oran 15/01/2026

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya de Tlemcen
Daira de Beni snous
Commune de Beni snous

Avis d'attribution provisoire

N° FISCAL : 098413175108625

En application la loi N° 23 -12 du 05 - 08- 2023 fixant les règles générales relative aux marchés publics Et les l'article : 65 - 73 - 161 du décret présidentiel N° 15-247, daté de 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public. La commune de Beni snous informe à tous les soumissionnaires les résultats l'annonce d'appels Des Offres ouvert avec exigence de capacités minimales, N° 07/2025 portant objet de : suivi et réalisation des travaux d'aménagement du chaaba au centre el fahs (03 eme tranche). publiées dans deux quotidiens nationaux (نشرة 90) en arabe publiées le 14/12/2025 et au (quotidien d'Oran) en français le 15/12/2025 et au presse électronique (dz54.dz) en arabe publiées le 14/12/2025 et au (algeriedirect.dz) en français le 15/12/2025 Après étude des offres, le projet a été confié provisoirement à l'entreprise société suivant :

Désignation des Projets	Société	Montant en T.T.C Après correction	Délai d'exécution	N I F	Observations
suivi et réalisation des travaux d'aménagement du chaaba au centre el fahs (03 eme tranche).	E.T.P.H Benslimane mohammed	20 771 688.00 DA	(04) Mois	18213350057116201300	qualifié techniquement Nombre de (85) point

Remarque : Les recours se feront au niveau de la commission des marchés dans un délai de dix (10) jours à compter de la parution du présente annonce conformément à l'article 82 du décret présidentiel N°15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Beni snous 10025...
LE PRESIDENT DE L'APC

ANEP N° 2631000521 Le Quotidien d'Oran 15/01/2026

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya de Tlemcen
Daira de Beni snous
Commune de Beni snous

Avis d'attribution provisoire

N° FISCAL : 098413175108625

En application la loi N° 23 -12 du 05 - 08- 2023 fixant les règles générales relative aux marchés publics Et les l'article : 65 - 73 - 161 du décret présidentiel N° 15-247, daté de 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public. La commune de Beni snous informe à tous les soumissionnaires les résultats l'annonce d'appels Des Offres ouvert avec exigence de capacités minimales, N° 06/2025 portant objet de : SUIVI ET REALISATION DES DEUX OUVRAGES D'ART A LA CITE RIWANE ET BOUZOUINE A BENI SNOUS . publiées dans deux quotidiens nationaux (le quotidien d'Oran) en français et au (الرياضية) en arabe publiées 14/12/2025 et au presse électronique (dz54) en français et (الجزائر مباشر) en arabe publiées 15/12/2025 Après étude des offres, le projet a été confié provisoirement à l'entreprise société suivant :

Désignation des Projets	Société	Montant en T.T.C Après correction	N I F	Observations
LOT 01: REALISATION D'OUVRAGES D'ART A LA CITE RIWANE	SARL BETON ET TRAVAUX OUEST sarl -B.T.O Le gérant AMINE YOUNI	3 852 030.00 DA	001313026447421	moins disant et qualifié techniquement Nombre de (85) point
LOT 02: REALISATION D'OUVRAGES D'ART A LA CITE BOUZOUINE.	SARL BETON ET TRAVAUX OUEST sarl -B.T.O Le gérant AMINE YOUNI	6 748 252.00 DA	001313026447421	moins disant et qualifié techniquement Nombre de (85) point

Remarque : Les recours se feront au niveau de la commission des marchés dans un délai de dix (10) jours à compter de la parution du présente annonce conformément à l'article 82 du décret présidentiel N°15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Beni snous 10025...
LE PRESIDENT DE L'APC

ANEP N° 2631000513 Le Quotidien d'Oran 15/01/2026



الجامعة الوطنية للعلوم والتكنولوجيا
جامعة وهران للعلوم والتكنولوجيا محمد بoudiaf

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCES DE CAPACITES MINIMALES
N°02.../SIMPA/USTOMB/2026
ACQUISITION INSTALLATION ET MIS EN SERVICE DU MATERIEL ET D'EQUIPEMENTS INFORMATIQUE AU PROFIT DU LABORATOIRE DE RECHERCHE DE SIGNAL IMAGE ET PAROLE
UNIVERSITE DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE D'ORAN MOHAMED BOUDIAF

NIF: 40802000310039

1-1- Appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales est lancé par l'Université des Sciences et de la Technologie d'Oran Mohamed Boudiaf relatif à :

ACQUISITION INSTALLATION ET MIS EN SERVICE DU MATERIEL ET D'EQUIPEMENTS INFORMATIQUE AU PROFIT DU LABORATOIRE DE RECHERCHE DE SIGNAL IMAGE ET PAROLE

LOT UNIQUE : EQUIPEMENTS INFORMATIQUES-LABORATOIRE SIMPA-USTOMB

2-Eligibilité des candidats :

En application des articles 39 et 43 de la loi n° 23-12 du 05/08/2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et l'article 1-1-2 du décret présidentiel 15-247 du 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public. Peut participer à l'appel d'offres ouvert national avec exigences de capacités minimales faisant l'objet du présent cahier des charges, toute personne physique ou morale régulièrement inscrite au registre de commerce, ayant la qualité requise pour chaque lots et disposant de moyens nécessaires pour pouvoir honorer ses engagements et ce, conformément aux dispositions du présent cahier des charges. A ce titre, ne sont admis à présenter des offres, pour chacun des lots faisant l'objet du présent cahier des charges, que les personnes physiques ou morales remplissant les conditions suivantes :

Lot	Intitulé du lot	Conditions de participation justifiées de l'une ou plusieurs des activités commerciales, inscrites sur le registre de commerce
Unique	LOT UNIQUE EQUIPEMENTS INFORMATIQUES-LABORATOIRE SIMPA-USTOMB	- Capacité professionnelle : Sur le registre de commerce : domaine d'équipement Fabricants ayant des installations justifiant leur statut de fabricant ou Revendeur (import ou export) ou vente d'équipements ou import d'équipement ou commerçant en équipement. - Capacité technique : ayant réalisé des marchés ou des conventions d'équipements justifiant par au moins une attestation de bonne exécution signée, datée, enregistrée dans le dossier des équipements délivrée par le maître d'ouvrage public. - Capacité financière : avoir réalisé au moins une somme du chiffre d'affaire de 4 300 000 DA durant les trois dernières années (bilans visés par les services des impôts ou commissaire aux comptes)

3- Conformément à l'article 63 de décret présidentiel 15-247 du 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public le service contractant tient à la disposition des entreprises le cahier des charges et la documentation prévue à l'article 64 du décret présidentiel 15-247 du 16 Septembre 2015. Le cahier des charges doit être retiré par le candidat ou le soumissionnaire ou leurs représentants désignés à cet effet auprès du :

VICE-RECTORAT CHARGE DE LA DPIO
DEVELOPPEMENT, PROSPECTIVE, INFORMATION, ET ORIENTATION
TOUR ADMINISTRATIVE, 5^{ème} ETAGE, USTOMB, BIR EL DJIR

contre le paiement de la somme de (6000, 00 DA) non remboursable à l'écrit au compte CCP 332537 CLE 38 de l'Université des Sciences et de la Technologie d'Oran - Mohamed Boudiaf - BP 1505 ORAN EL M'KAOUAR.

Dans le cas d'un groupement momentané d'entreprises, le cahier des charges doit être retiré par le mandataire ou son représentant désigné à cet effet, sauf stipulations contraires dans la convention de groupement. Cette documentation peut être adressée au candidat qui en fait la demande.

4-La liste sommaire des pièces exigées : La liste détaillée des pièces exigées du dossier de candidature de l'offre technique et financière figure dans le cahier des charges (Voir Article 18 du cahier des charges : DOCUMENTS)

CONSTITUTIFS DE L'OFFRE :

5-Soumissions : Conformément à l'article 67 du décret présidentiel 15-247 du 16 Septembre 2015 : Les offres doivent comporter :

- un dossier de candidature,
- une offre technique,
- et une offre financière.

1-Le dossier de candidature est inséré dans une enveloppe comportant les mentions suivantes :

Nom du soumissionnaire :
Adresse du soumissionnaire :
APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCES DE CAPACITES MINIMALES
N°...02.../SIMPA/USTOMB/2026
Intitulé de l'opération : RELATIF A ACQUISITION INSTALLATION ET MIS EN SERVICE DU MATERIEL ET D'EQUIPEMENTS INFORMATIQUE AU PROFIT DU LABORATOIRE DE RECHERCHE DE SIGNAL IMAGE ET PAROLE
UNIVERSITE DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE D'ORAN MOHAMED BOUDIAF
« DOSSIER DE CANDIDATURE »

2-L'offre technique est insérée dans une enveloppe comportant les mentions suivantes :

Nom du soumissionnaire :
Adresse du soumissionnaire :
APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCES DE CAPACITES MINIMALES
N°02/SIMPA/USTOMB/2026
Intitulé de l'opération : RELATIF A ACQUISITION INSTALLATION ET MIS EN SERVICE DU MATERIEL ET D'EQUIPEMENTS INFORMATIQUE AU PROFIT DU LABORATOIRE DE RECHERCHE DE SIGNAL IMAGE ET PAROLE
UNIVERSITE DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE D'ORAN MOHAMED BOUDIAF
« OFFRE TECHNIQUE »

3-et l'offre financière est insérée dans une enveloppe comportant les mentions suivantes :

Nom du soumissionnaire :
Adresse du soumissionnaire :
APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCES DE CAPACITES MINIMALES
N°...02.../SIMPA/USTOMB/2026
Intitulé de l'opération : RELATIF A ACQUISITION INSTALLATION ET MIS EN SERVICE DU MATERIEL ET D'EQUIPEMENTS INFORMATIQUE AU PROFIT DU LABORATOIRE DE RECHERCHE DE SIGNAL IMAGE ET PAROLE
UNIVERSITE DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE D'ORAN MOHAMED BOUDIAF
« OFFRE FINANCIERE »

Ces trois (01+02+03) enveloppes sont mises dans une autre enveloppe anonyme, comportant les mentions suivantes :

L'enveloppe extérieure doit être anonyme et porter les mentions suivantes :

APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCES DE CAPACITES MINIMALES
N°...02.../SIMPA/USTOMB/2026
Intitulé de l'opération : RELATIF A ACQUISITION INSTALLATION ET MIS EN SERVICE DU MATERIEL ET D'EQUIPEMENTS INFORMATIQUE AU PROFIT DU LABORATOIRE DE RECHERCHE DE SIGNAL IMAGE ET PAROLE
UNIVERSITE DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE D'ORAN MOHAMED BOUDIAF
A. N° OUVRIER QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLIS ET D'EVALUATION DES OFFRES.

Si l'enveloppe extérieure n'est libellée comme indiquée ci-dessus, l'administration ne sera en aucun cas responsable de ce que l'offre soit égarée ou de ce qu'elle soit ouverte prématurément par négligence.

Les offres devront être déposées directement, et non expédites, à la date de dépôt des offres fixée ci-dessous à l'adresse sus citée.

Aucune offre ne sera acceptée si elle parvient après la date fixée pour le dépôt des offres.

Il est expressément demandé de respecter ces instructions (article 17 pour la présentation des offres). Toute offre y dérogeant sera automatiquement écartée

-La date de dépôt des offres est fixée au 30^{ème} jour de la première publication de l'avis d'appel d'offre dans le BOMOP, la presse écrite ou la presse électronique de 08h30 à 11h30 heures.

-La date d'ouverture des plis est le 30^{ème} jour à 11h30 auprès du 14^{ème} étage de la tour administrative de l'USTOMB.

- Les soumissionnaires sont invités à y assister.

-La durée de validité des offres : La durée de la validité des offres comprend la durée de préparation des offres augmentée de trois (03) mois.

LE RECTEUR DE L'USTOMB

ANEP N° 2631000524 Le Quotidien d'Oran 15/01/2026

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE MOSTAGANEM

DAIRA DE KHEIR-DINE

COMMUNE DE AIN-BOUDINAR

NIF- APC 0984 272 89000519

Avis d'Appel d'Offre national Ouvert Avec Exigence de Capacités Minimales N° 05 /2025

Le Président de l'APC de Ain-Boudinar Wilaya de Mostaganem, lance un avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales, pour la réalisation des travaux suivants :

" REALISATION CANTINE SCOLAIRE ANNEXE ECOLE TOUIL DAHMANE A OULED ALI "

Le Dossier de cahier des charges est a retiré par le soumissionnaire ou le candidat ou par leur représentant dès la parution du présent avis d'appel d'offres auprès de la commune de Ain-Boudinar - wilaya de Mostaganem (bureau des marches) (contre paiement de la somme de 10.000.00 DA

Conditions d'éligibilité :

1- Capacités professionnelles:

- Certificat de qualification et classification en cours de validité catégorie Quatre (IV) et plus, activité principale en Travaux bâtiment.

2- Capacités financières:

Avoir une moyenne du chiffre d'affaire des 03 dernières années (2022-2023-2024) supérieur ou égale à 10.000.000,00 DA.

3- Capacités techniques:

Avoir réalisé au moins un (01) projet Similaire.

A) Le Dossier De Candidature

- Une déclaration de candidature dûment renseignée datée et signée.
- une déclaration de probité dûment renseignée datée et signée.
- Le statut de la société morale dans le cas échéant.
- Tous les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
- Copie de certificat de qualification et classification professionnelle activité principale travaux bâtiment catégorie Quatre (IV) ou plus en cours de validité à la date d'ouverture des plis .
- Bilan financier trois dernières années visé par les services des impôts territorialement compétent.
- Attestation de solvabilité bancaire
- Etat de liste des moyens Humains désigné au projet visée par les services de la CNAS et CASNOS dûment justifié par des copies de diplôme avec l'état des mouvements de salariés valide à la date de l'ouverture des plis.
- Etat de liste des moyens matériels à mettre sur chantier dûment justifiés par des copies de carte grise ou récépissé avec des attestations d'assurances valides à la date d'ouverture des plis.
- des références professionnelles de l'entreprise en travaux similaires, dûment justifié par des attestations de bonne exécution délivrées par le service contractant.
- Attestation de mise à jour : CNAS, CASNOS, CACOBATH valide à la date de l'ouverture des plis.
- Attestation de dépôt de comptes sociaux Morale (SARL-EURL).

B) Offre Technique

- La déclaration à souscrire dûment renseignée datée et signée.
- Mémoire technique justificatif détaillée rempli et signé par soumissionnaire
- L'instruction au soumissionnaire dûment renseignée, paraphée et signée sur chaque page.
- Le cahier des charges signé et paraphé sur chaque page, portant à la dernière page la mention manuscrite « Lu et accepté ».
- Planning des travaux détaillé avec le délai.

C) Offre financière

- soumission dûment renseignée datée et signée.
- bordereau des prix unitaires dûment rempli et signé.
- estimatif et quantitatif dûment rempli et signé.

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet D'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » ou « offre financière », selon cas .ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, déposée auprès du bureau de secrétariat général (siège A.P.C) l'enveloppe extérieure doit être adressée à :

« Monsieur le Président de L'A.P.C de Ain-Boudinar»

et ne comportera que la mention suivante :

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONALE AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES
SOUMISSION A NE PAS OUVRIR Opération N°: 05/2025

COMMUNE DE AIN-BOUDINAR

" REALISATION CANTINE SCOLAIRE ANNEXE ECOLE TOUIL DAHMANE A OULED ALI "

Les-offres devront être déposées au niveau du bureau des marches de la commune d'Ain-Boudinar dans un délai de 08 jours à compter de la première parution du présent avis dans la presse langue nationale et langue étranger.

La date et l'heure limite de dépôt des offres et la date et l'heure d'ouverture des plis des offres technique et financière correspondent au dernier jour de la durée de préparation des offres À 10:00 h . Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

La durée de validité des offres est égale à la durée de préparation des offres augmentée de 03 mois.

Le présent avis d'appel d'offres tient lieu d'invitation aux soumissionnaires pour assister à l'ouverture des plis.

AIN-BOUDINAR le:.....

LE PRESIDENT DE L'APC

ANEP N° 2631000544 Le Quotidien d'Oran 15/01/2026

TF1

21.10 MASTER CRIMES



Saison 3 - Ep 3 : Passion du Christ
Quand Louise Arbus pénètre dans le monastère des soeurs du Pardon, elle est bien loin de se douter qu'elle va trouver la mère supérieure poignardée avec un pique-cierge. Si les voies du Seigneur sont impénétrables, celles que Louise emprunte le sont beaucoup moins. Avec Valentine qui se fait passer pour une bonne soeur, cette enquête va faire du bruit et révéler de lourds secrets...

2

21.15 ENVOYÉ SPÉCIAL



Au sommaire : "Le procès de mon père". En 2023, "Envoyé spécial" a rencontré un petit garçon de 9 ans qui bénéficiait d'un suivi psychologique aux Hospices civils de Lyon après avoir vu sa mère mourir, tuée par son père. Aujourd'hui, il témoigne avec sa soeur au procès de leur père. - "L'armée, je l'aime mais je la quitte". L'armée française traverse une crise silencieuse : près de 25 000 militaires quittent les rangs chaque année.

3

JEUDI

21.10 MEURTRES À...



S 10 - Ep 4 : Meurtres à Chantilly
L'histoire des régions françaises est riche en légendes mystérieuses et macabres, chacune portant en elle des particularités qui lui confèrent une identité unique. Dans "Meurtres à...", ces récits oubliés refont surface de manière tragique, lorsque des crimes horribles se produisent, faisant écho à des événements d'un passé que l'on pensait clos. Alors que des meurtres inexplicables secouent une communauté, les enquêteurs, dont la détermination est mise à l'épreuve, doivent plonger dans...

4

21.00 TÊTE DE TURC



Simon (Pascal Elbé), médecin urgentiste, arrive en pleine nuit dans une cité sous tension, où chaque regard est un défi et chaque mouvement suspect. Son frère, Atom (Roschdy Zem), policier au tempérament explosif, vient de procéder à une arrestation musclée, laissant derrière lui un climat électrique. Alors que Simon s'apprête à quitter les lieux, son véhicule devient la cible de jeunes en colère, convaincus qu'il fait partie des forces de l'ordre.

6

21.10 QUI VEUT ÊTRE MON ASSOCIÉ ?



Les sept investisseurs de cette nouvelle saison, Marc Simoncini, Anthony Bourbon, Eric Larchevêque, Kelly Massol, Alice Lhabouz, Jean-Michel Karam et Jonathan Anguelov, se penchent sur des projets innovants. Ainsi ils découvrent Gimmy, une start up qui aide les restaurants après la crise du Covid ou Hemotion, une initiative en cas de besoin de premiers secours. La startup Invitin propose une plateforme qui réinvente l'organisation des mariages. Klesis se veut un réseau de franchise éducative et...

CINE +
FRISSON

20.50 STALINGRAD



Durant l'automne 1942, la Wehrmacht assiège Stalingrad. Vassili Zaitsev, un tireur d'élite, abat des dizaines de soldats allemands. Ivan Danilov, un commissaire politique, décide de faire de Vassili un héros de la résistance russe afin de regonfler le moral des troupes. Vassili devient une légende. Pressés par Hitler, les nazis dépêchent sur place leur meilleur tireur, le major König, pour tuer Vassili.

CANAL+

21.09 PLAYING NICE



Saison 1 - Episode 3
Pete est interrogé par la police. Au cours de l'audition où de nombreux détails sont abordés, il est convenu que l'échange de bébé est qualifié de kidnapping. Cela va évidemment changer la donne juridique de la situation. De son côté, Miles décide d'ébruiter l'histoire à la presse. Cela va avoir des conséquences désastreuses pour Pete qui décide alors de fouiller dans le passé Miles pour avoir des arguments à faire valoir. La tension entre les deux familles...

CANAL+
CINEMA

21.10 MARCHÉ À L'OMBRE



Deux amis, François, un musicien, et Denis, un éternel insatisfait, décident de tenter leur chance à Paris avec très peu d'argent en poche. Ils passent leur première nuit dans un hôtel sordide où ils font la connaissance de Joseph. Leur nouvel ami les invite à partager un logement qu'il squatte avec des cousins. Bientôt, François rencontre l'éclatante Mathilde, dont il tombe instantanément amoureux.

TF1

21.10 QUI SERA LE PLUS NUL ?



Camille Combal présente ce quiz d'un nouveau genre avec à la clé un trophée que personne ne veut soulever. C'est un concept inédit et unique, avec un seul objectif pour les personnalités invitées à se prêter au jeu : quitter au plus vite la compétition car, à la fin, il ne reste qu'un seul candidat : le "plus nul". Les célébrités présentes sont interrogées sur tout ce que le commun des mortels est censé savoir, ce qui a été appris à l'école primaire,...

2

21.10 CÉSAR WAGNER



S 1-Ep 10 : Les raisins de la Koehler
Au cours de la fête des grands vins d'Alsace qui se tient dans l'enceinte du château du Haut-Koenigsbourg, Patrick Watson, un œnologue réputé et auteur d'un best-seller sur un Anglais qui s'installe en Alsace, est retrouvé mort au pied de l'édifice après avoir chuté d'une tour. César Wagner et son équipe sont chargés de l'enquête. Élise Beaumont, la médecin légiste, réalise que la mort de Watson n'est pas accidentelle : il s'agit d'un meurtre.

5

VENREDI

21.06 LE DERNIER DES MOHICANS



Plongeant au cœur des forêts sauvages de l'Amérique du Nord en 1757, Le Dernier des Mohicans dépeint une époque déchirée par les tensions coloniales, où les rivalités entre Français et Britanniques s'enveniment, entraînant dans leur sillage les nations amérindiennes aux loyautés divisées. Dans ce chaos, le major Duncan Heyward se voit confier une mission périlleuse : escorter Cora et Alice Munro, les filles du colonel britannique Munro,...

CINE +
FAMIZ

20.50 BUMBLEBEE



1987, Californie. Dans une Amérique bercée par les synthétiseurs et les rêves d'évasion, une guerre secrète fait rage bien au-delà des étoiles. Alors que la planète Cybertron sombre dans le chaos, Bumblebee, un Autobot blessé et traqué, s'écrase sur Terre après une fuite désespérée. Affaibli, le robot guerrier se réfugie dans l'ombre d'un parc à ferraille abandonné, ses circuits endommagés et sa mémoire fragmentée.

6

21.10 ARNAQUES !



Emmanuel, cuisinier, a perdu 55.000 euros dans un faux livret d'épargne auprès d'une banque allemande fantôme. Maelys, quant à elle, a été escroquée de 7.500 euros en likant des publications. Quant à Marie-Noëlle, elle s'est fait voler 1.600 euros par des faux conseillers bancaires après avoir cliqué sur un lien qu'ils lui avaient envoyé. Même Patrick Bruel est utilisé par des brouilleurs : une femme pensait être sa maîtresse et s'est fait voler 6.000 euros...

CINE +
PREMIER

20.50 FURY



En 1945, en Allemagne, les tanks américains font face aux véhicules des forces nazies, bien mieux équipés. Parmi les soldats qui les conduisent, le sergent Don Collier et ses hommes tentent de survivre face à une armée allemande en débâcle, prête aux dernières extrémités. Au sein de leur tank, baptisé «Fury» et endommagé, les tensions se font vives entre Boyd, Trini et Grady. Ils sont bientôt rejoints par une jeune recrue, Norman Ellison,...

CANAL+

21.09 LOUPS GAROUS



Saison 2 - E 8 : Dissociation
La 2e saison de "Loups garous" n'a pas fini de révéler tous ses secrets et les participants encore en lice vont devoir jouer serré pour éviter l'élimination. Dans cette partie grandeur nature adaptée du fameux jeu "Les Loups-Garous de Thiercelieux", les candidats naviguent sans cesse entre des fausses pistes et des dissimulations. Au fur et à mesure que la partie progresse, des indices sont révélés et des pistes...

CINE +
FRISSON

20.50 LES HUIT SALOPARDS



Quelques années après la guerre de Sécession. Alors que le blizzard menace, le major noir Marquis Warren, chasseur de primes, embarque à bord d'une diligence qui conduit un de ses collègues, John Ruth et sa prisonnière, la criminelle Daisy Domergue, qu'il doit convoyer à Red Rock pour qu'elle soit pendue. En chemin, ils embarquent également Chris Mannix, futur shérif de la ville. Mais le temps empire et ils doivent faire halte dans une mercerie.

[illegible]

1. Groupes d'opérations.
2. Conduite. Métal.
3. Un kilo à l'onde pure.
Cousine de canada.
4. Phon: haut.
Lettre du Népal.
Ronde et bien roulée,
c'est pour ça ?
5. Ce qu'on a de meilleur,
ou vous le sert ! Allonge.
6. Pied végétal.
Retour du gourbi.
7. Elles font les poches
aux écoliers.
8. Consonnes.
Jeu de cartes.
9. Donner l'accord du
chef.
Sans doute.
10. Blair, on en parle tou-
jours ainsi. Note.

A. Ensemble d'objets choisis.
B. Sa branche est pour la paix. Répétez-le au nom du père !
C. Pose. Lisses.
D. Triste.
Non fondé et mal tourné.
E. Fidèles.
Avec elle, ça va, ça vient.
F. Grecque. Le capitain prend toujours les grands pour se faire voir en général. Eléments de bricolage.
G. Objet de tir.
Donner des coups bêtes.
H. Tiras le jus.
I. Tissu. Rempart.
J. Si elle est à glace, il vaut mieux éviter de marcher dessus.

A	T	N	E	M	E	L	L	I	U	Q	N	A	R	T
S	D	T	N	E	M	E	T	S	I	R	T	N	O	P
S	E	U	E	R	U	O	C	E	E	N	I	C	I	
E	S	O	L	L	G	A	G	V	E	R	E	B	H	N
M	E	T	I	E	M	A	E	M	U	R	L	U	I	E
B	R	N	U	A	M	R	E	E	R	U	C	S	E	M
L	T	E	H	A	T	N	H	U	E	D	N	T	R	E
E	E	M	R	T	R	N	E	G	G	E	O	E	N	S
E	M	E	E	E	O	T	A	R	I	S	I	N	I	U
I	O	L	V	B	N	R	E	C	S	S	T	G	M	E
R	N	U	I	E	T	L	I	A	T	E	A	A	S	I
E	O	O	L	U	U	T	L	A	R	L	T	T	A	C
G	R	R	O	L	A	O	R	M	E	B	I	N	J	A
L	H	C	U	R	N	E	M	Y	N	O	M	O	H	R
A	C	E	P	T	E	U	G	U	M	N	I	M	A	G

Mon tout est un gâteau sec.

1 A	2 L	3 U	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

13	10	8	14	10	2	7	5	9	4
5	6	7	10	2	5	12	5	8	6
4	1	2	7	5	9	5			1
6	9		13		10		11	10	6
7	7		6	5	6	5	5		3
15	5	5		8		1	9	12	5
3		6	1	6	1		6	10	
2	1	8	13	1	13	7	5	9	5
1	9	1		4	7	9		6	8
6	9		16		6	5	4		14
7	10		5	8	1		1		10
10	4	5	9		6	10	7	6	4
8	5		15	1	7	4	4	5	4
	9	3	5		10		7	2	5
11	1	6	9	10	8	8	5		9

FLÉCHÉS N° 9473

[illegible]

FOUILLIS N° 9473

6		9		7	3			8
	7	1	5					2
					9			3
5	1	8	4					7
7	4	2		3				
						5		
1		3				2		
								5
8						1	6	

SUDOKU N° 9473

SUDOKU N°9472

P	E	N	I	T	E	N	C	E
R	I	E	N	S	U	R	F	
E	R	G	O	T	S	E	F	
S	E	A	J	E	U	D	I	
E	T	A	S	U	C			
R	A	I	S	I	N	L	A	
V	I	F	M	B	E	C		
A	N	S	P	R	I	S	E	
T	R	O	U	E	M			
I	S	R	R	U	E			
O	A	S	T	R	E	N		
N	O	U	E	S	U	T		

C	O	N	S	C	I	E	N	C	E
H	U	E		N		U		N	
A	T	T	R	I	S	T	A	N	T
S	R		F	A	T	I	G	U	E
S	A	C		M	A	R	E		
E	N	E			N	E	U	F	S
U	C		A	T	T	E	S	T	E
R	I	N	U	L	A		E		L
	E	U	X		N	A	S	A	L
E	R	S		M	E	C		U	E

2	8	6	7	9	3	1	4	5
3	1	4	8	5	2	7	9	6
7	9	5	1	6	4	8	3	2
1	7	3	9	8	5	6	2	4
9	6	2	3	4	1	5	7	8
5	4	8	6	2	7	3	1	9
6	2	1	5	7	8	9	5	3
4	3	9	4	1	6	2	8	7
8	5	7	2	3	9	4	6	1

CODÉS N° 9472

1	2	3	4	5	6
P	O	M	C	L	I
7	8	9	10	11	12
R	U	N	T	S	A
13	14	15	16	17	18
E	B	X	D	V	G
19	20	21	22	23	24
H					

FOUILLIS N° 9472:
TRAGEDIE



10 REFERENCES



L'Iran accuse les Etats-Unis de chercher un «prétexte» pour une intervention militaire



La mission iranienne à l'ONU a accusé mardi les Etats-Unis de chercher un «prétexte» pour intervenir militairement en Iran, secoué par un mouvement de contestation, après que Donald Trump a menacé d'agir «de manière très forte» contre Téhéran en cas d'exécutions de manifestants.

«Les fantasmes et la politique des Etats-Unis à l'égard de l'Iran sont fondés sur un changement de régime, avec des sanctions, des menaces, des troubles orchestrés et le chaos servant de modus operandi pour fabriquer un prétexte à une intervention militaire», a écrit la mission iranienne sur X, dans un message accompagné d'une lettre de protestation adressée aux dirigeants de l'ONU.

Costa Rica: le gouvernement dénonce un projet d'assassinat visant le président



Le gouvernement du Costa Rica a affirmé mardi avoir mis au jour un projet visant à assassiner le président du pays, Rodrigo Chaves, à un peu plus de deux semaines de la présidentielle pour laquelle la candidate du parti conservateur au pouvoir est favorite.

Jorge Torres, chef de la Direction du renseignement et de la sécurité nationale, rattachée à la présidence, a déclaré à la presse que cet organisme avait appris l'existence du complot présumé grâce à une «source confidentielle» l'ayant informé du paiement d'un tueur à gages.

Cette annonce intervient peu de temps avant les élections présidentielle et législatives du 1er février dans ce pays d'Amérique centrale. M. Chaves, que la constitution empêche de briguer un second mandat consécutif, a apporté son soutien à l'une de ses anciennes ministres, Laura Fernandez.

Le chef du renseignement a refusé de se positionner sur un éventuel lien entre ce projet criminel présumé et les élections.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Groenland: rencontre sous haute tension à Washington



Donald Trump a insisté mercredi sur la nécessité pour les Etats-Unis de s'emparer du Groenland, avec le soutien de l'Otan, juste avant un entretien sous haute tension entre dirigeants danois, groenlandais et américains autour de l'avenir du territoire autonome danois. Les Etats-Unis «ont besoin du Groenland pour des rai-

sons de sécurité nationale. Il est vital pour le Dôme d'Or (ndlr, le projet de bouclier antimissile) que nous construisions», a dit le président américain sur son réseau Truth Social. «L'Otan devrait ouvrir la voie pour que nous l'obtenions», a-t-il ajouté, au risque de jeter le trouble sur le fonctionnement de l'Alliance atlantique.

«L'Otan devient bien plus redoutable et efficace avec le Groenland entre les mains des ETATS-UNIS. Tout autre scénario est inacceptable», a conclu Donald Trump.

La Première ministre danoise Mette Frederiksen avait estimé début janvier qu'une attaque américaine sur le Groenland serait «la fin de tout» et en particulier de l'Otan.

L'Armée sahraouie cible des bases des forces d'occupation marocaines

Des unités de l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS) ont ciblé des bases et des retranchements des forces d'occupation marocaines dans le secteur de Haouza, leur infligeant de «lourdes pertes humaines et matérielles», indique un communiqué militaire du ministère sahraoui de la Défense nationale.

«Des détachements avancés de l'Armée sahraouie ont ciblé, mardi matin, par d'intenses bombardements, des bases et des retranchements des forces d'occupation marocaines dans la région de Rous Sedrat Tammat, relevant du secteur de Haouza», a précisé l'Agence de presse sahraouie (SPS) mardi dans le communiqué.

«L'Armée sahraouie poursuit ses attaques contre les positions des forces d'occupation marocaines, leur infligeant de lourdes pertes humaines et matérielles», ajoute le texte.



Thaïlande: 32 morts dans l'effondrement d'une grue sur un train de passagers



Au moins 32 personnes ont trouvé la mort et des dizaines d'autres ont été blessées, mercredi, dans l'effondrement d'une grue sur un train de passagers en Thaïlande, indique un nouveau bilan communiqué par les autorités locales.

Au moins 32 personnes ont été tuées et plus de 60 autres ont été blessées, dont sept grièvement, ont indiqué les autorités sanitaires locales, précisant que trois personnes étaient toujours portées disparues. Un précédent bilan faisait état de 25 morts.

La grue était utilisée sur le chantier d'un vaste projet ferroviaire. Sa chute a provoqué le déraillement, en contrebas, d'un train qui circulait entre Bangkok et le nord-est du pays.

EDITORIAL

Par El-Houari Dilmî

LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN POINT DE MIRE

L'on dit que pour réussir, il faut avoir la patience du paysan et la détermination du forgeron. Or, le développement des ressources pérennes de la terre nourricière algérienne restent encore à faire ou peut-être à refaire. Pour se désarrimer définitivement de la dépendance aux énergies fossiles appelées à disparaître un jour ou l'autre, mettre fin aux archaïsmes dont pâtit le secteur agricole doit constituer la quintessence de la nouvelle stratégie de développement agricole.

Le projet de loi d'orientation agricole avec la sécurité alimentaire en point de mire jette justement les bases d'une agriculture comme premier pilier de l'économie. Preuve de la volonté solide des plus hautes autorités du pays pour engager le pays sur la voie d'une véritable sécurité alimentaire, le gouvernement a autorisé des engagements de dépenses

publiques d'un montant total de 764,2 milliards de dinars (5,84 milliards de dollars) pour le secteur agricole dans la loi de finances 2026. Les gros moyens dégagés par l'Etat viennent pour souligner la nécessité d'une véritable transformation agricole fondée sur la technologie et l'innovation, en réponse à des indicateurs de performance préoccupants dans différentes filières.

Le président Tebboune, lors de son dernier discours devant les deux chambres du Parlement, a admis que la politique de production de la viande n'a pas atteint ses objectifs. D'autres lacunes doivent être

corrigées au plus tôt comme le rendement annuel moyen des céréales qui reste deux fois plus bas que la moyenne mondiale.

Le retard dans l'introduction des techniques d'irrigation modernes, la faiblesse des chaînes de froid et de stockage, ou encore la baisse des ressources hydriques due à une sécheresse structurelle, sont autant d'insuffisances à rattraper.

L'Algérie est un vaste pays capable de nourrir plus de 200 millions de personnes, de l'avis de nombreux experts agricoles. Si de gros moyens sont mis au service d'un développement réel du secteur agricole, en matière d'investissement, de soutien aux cultures stratégiques et de transformation agroalimentaire tournée vers l'exportation, il reste aux gens de la terre de retrousser les manches pour s'adapter vite à la nouvelle organisation du secteur et répondre aux grands défis de demain.